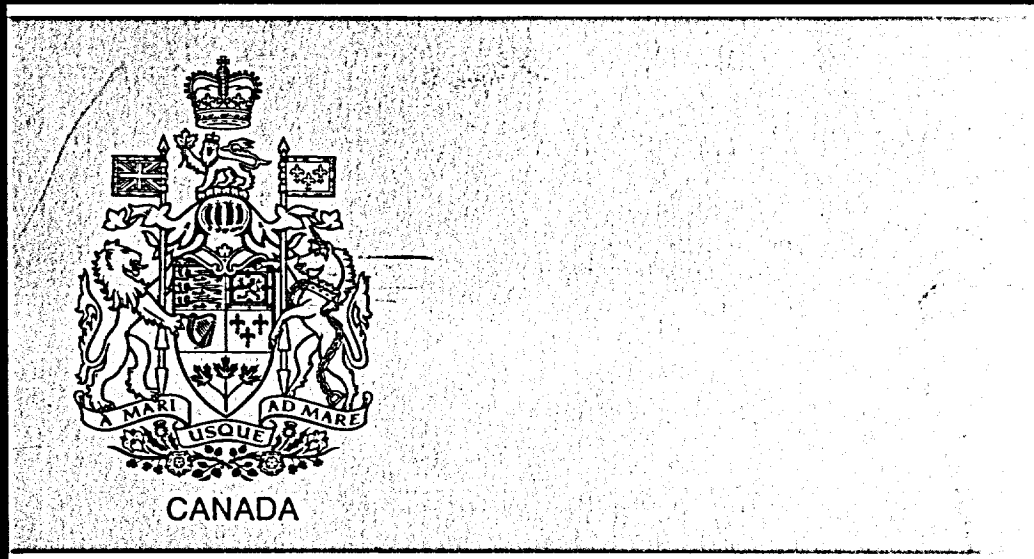


---

# Le Sommet économique de Tokyo

---

du 4 au 6 mai 1986



東京

---

---

# Le Sommet économique de Tokyo

---

du 4 au 6 mai 1986



CANADA

---



Affaires extérieures  
Canada

External Affairs  
Canada

---

# Tables des matières

---

<b>1</b>	Le très honorable Brian Mulroney, Premier ministre du Canada
<b>2</b>	Le très honorable Joe Clark, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
<b>3</b>	L'honorable Michael Wilson, Ministre des Finances
<b>4</b>	Les sommets économiques
<b>6</b>	Survol des sommets économiques
<b>8</b>	Questions monétaires internationales
<b>9</b>	Dette et situation financière internationales
<b>10</b>	Nouvelle série de négociations commerciales multilatérales
<b>11</b>	Relations Nord-Sud
<b>11</b>	Évolution des marchés internationaux du pétrole
<b>12</b>	Questions politiques
<b>12</b>	Autres questions
<b>13</b>	Situation de l'économie canadienne
<b>14</b>	Renseignements sur les pays du Sommet Japon États-Unis d'Amérique République fédérale d'Allemagne France Royaume-Uni Italie Communautés européennes (CE)
<b>21</b>	Tableaux économiques comparatifs
<b>28</b>	Institutions et organismes économiques internationaux
<b>30</b>	Déclaration économique du Sommet de Bonn vers une croissance soutenue et plus d'emplois, le 4 mai 1985
<b>34</b>	Déclaration politique faite à l'occasion du 40 <sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le 3 mai 1985

---

---

## Le très honorable Brian Mulroney, Premier ministre du Canada



M. Mulroney est né à Baie-Comeau le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier, à Antigonish (Nouvelle-Écosse), et une licence en droit de l'Université Laval, à Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu Chef du Parti progressiste-conservateur.

Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada, en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.

Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels Centraide de Montréal, l'Association des Grands frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Canadian Juvenile Diabetes Foundation et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki, et le couple a quatre enfants.

---

## Le très honorable Joe Clark, Secrétaire d'État aux Affaires extérieures



M. Clark est né à High River (Alberta) le 5 juin 1939. Il a déjà été Premier ministre du Canada et Chef national de son parti.

Il détient un baccalauréat en histoire et une maîtrise en sciences politiques de l'université de l'Alberta ainsi qu'un doctorat honorifique en droit de l'université du Nouveau-Brunswick.

M. Clark, qui a été journaliste et conseiller politique avant de se lancer en politique, a été élu pour la première fois à la Chambre des communes aux élections de 1972. Il est devenu Chef du Parti progressiste-conservateur le 22 février 1976 et a mené son parti à la victoire aux élections du 22 mai 1979. Il a été assermenté comme Premier ministre le 4 juin. Son gouvernement a été défait aux élections du 18 février 1980. Le 11 juin 1983, M. Brian Mulroney le succédait comme Chef du parti.

En 1983, le Parti progressiste-conservateur l'a chargé d'étudier les questions du contrôle des armements et du désarmement. Ses autres responsabilités au sein du Caucus comprenaient la présidence du Comité sur la jeunesse et du Comité sur l'environnement.

M. Clark a également été adjoint exécutif de l'ancien Chef du Parti progressiste-conservateur, M. Robert Stanfield, adjoint spécial de l'honorable Davie Fulton, directeur de l'organisation provinciale pour le compte du Chef du Parti progressiste-conservateur de l'Alberta, Peter Lougheed (1966-1967), président national de la Fédération étudiante du Parti conservateur et secrétaire particulier de l'ancien Chef du PC de l'Alberta, W.J.C. Kirby (1959).

M. Clark et son collègue, l'honorable Michael Wilson, ministre des Finances, ont présidé à la réunion ministérielle de 1985 du Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

---

## L'honorable Michael Wilson, Ministre des Finances



M. Wilson est né à Toronto en 1937.

Il a étudié au Upper Canada College et est diplômé de l'université de Toronto. Il a été vice-président de la firme canadienne de courtiers en placements Dominion Securities.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en mai 1979, M. Wilson a été nommé, le 4 juin suivant, ministre d'État chargé du Commerce international.

Réélu le 18 février 1980, il a été le porte-parole de son parti dans divers secteurs, dont ceux de l'Industrie et du Commerce, de l'Énergie, des Finances et de l'Expansion industrielle régionale.

En 1983, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Au sein de son parti, M. Wilson a été membre du Comité des priorités et de la planification, président du Comité du Caucus chargé du développement économique et de la création d'emplois, et membre du Comité des conseillers économiques auprès de M. Mulroney.

M. Wilson a en outre été président de la Société canadienne du cancer de l'Ontario et président du district de Toronto de cette société, vice-président du Canadian Club, et membre du conseil d'administration du Dellcrest Children's Centre.

M. Wilson et son collègue, le très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ont présidé à la réunion ministérielle de 1985 du Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

---

# Les sommets économiques

## De Bonn à Tokyo

Les rencontres annuelles des dirigeants des sept grandes démocraties industrialisées et de la Communauté européenne ne forment que la partie la plus visible d'un processus plus vaste et plus complexe de consultation et de coopération internationales permettant de gérer l'économie mondiale. Les sommets sont étroitement liés aux travaux qui se déroulent dans d'autres forums internationaux, tels que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ces organisations constituent le moyen par lequel les gouvernements s'efforcent de gérer une économie mondiale de plus en plus interdépendante. Dans une large mesure, «l'itinéraire» de l'évolution des questions économiques internationales, depuis le sommet de l'an dernier à Bonn jusqu'à celui de Tokyo, est jalonné par les principales réunions tenues par ces organisations économiques internationales:

- Réunion spéciale des Parties contractantes au GATT à Genève (le 30 septembre 1985);
- Réunion des ministres des Finances du Commonwealth aux Maldives (les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 1985);
- Réunions annuelles FMI/BIRD à Séoul (les 7 et 8 octobre 1985);
- Session annuelle des Parties contractantes au GATT à Genève (le 25 novembre 1985);
- Réunions de printemps FMI/BIRD à Washington (du 9 au 11 avril 1986);
- Réunion des ministres de l'OCDE à Paris (les 17 et 18 avril 1986).

Les grandes questions à l'ordre du jour du Sommet sont également examinées au cours de plusieurs rencontres préalables des représentants personnels («les sherpas») des dirigeants du Sommet. Tandis que les sommets ont pour but de permettre aux dirigeants d'échanger leurs points de vue au cours de réunions informelles et plus ou moins structurées, les sherpas, au cours de leurs réunions préparatoires, cherchent à dégager les points de consensus et d'accord qui pourront servir de base à la recherche d'un consensus au sommet sur les grandes questions.

## Développements depuis le Sommet de Bonn

Aucun consensus n'est ressorti du Sommet de Bonn sur la façon dont les grandes nations industrielles devraient coordonner leur politique macroéconomique pour soutenir une croissance équilibrée. Un vaste terrain d'entente a toutefois été trouvé quant à la façon de gérer l'économie nationale, notamment en restant vigilant à l'égard d'une reprise de l'inflation, en réduisant les déficits budgétaires et en libéralisant les marchés. Bien qu'aucun accord n'ait pu être conclu à Bonn en faveur d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, des engagements fermes ont été pris de lutter contre le protectionnisme. Le Japon a mis en oeuvre un train de mesures destinées à ouvrir davantage son marché aux importations.

Depuis le Sommet de Bonn, d'importants progrès ont été faits sur un certain nombre de questions économiques internationales de première importance, notamment:

- l'accord conclu entre les ministres des Finances du Groupe des cinq (G-5) lors de leur réunion à New York le 22 septembre en vue d'intervenir conjointement sur les marchés des changes pour infléchir le cours du dollar;
- l'adoption par le Congrès américain de la loi Gramm-Rudman, laquelle pourrait entraîner une réduction réelle du déficit du budget américain;
- la stratégie annoncée par le Secrétaire américain au Trésor, M. Baker, lors des réunions du FMI et de la Banque mondiale à Séoul, dans le but d'aider les PMA débiteurs à s'ajuster et à surmonter leurs difficultés financières;
- la décision de convoquer une réunion des ministres du GATT en septembre 1986 pour lancer la prochaine série de négociations commerciales multilatérales;
- une réduction coordonnée des taux d'intérêt nominaux du Japon, de l'Allemagne et des États-Unis.



---

## Ordre du jour du Sommet de Tokyo

Les chances de parvenir à un large consensus sur le règlement des grandes questions économiques à Tokyo semblent meilleures qu'elles ne l'ont été au cours des derniers sommets. Les perspectives de l'économie mondiale sont encourageantes. La diminution des prix du pétrole permet de relancer la croissance, de réduire l'inflation et de disposer d'une plus grande marge de manoeuvre en matière de politique fiscale et monétaire. Il y a heureusement eu un important réajustement des taux de change. Les taux d'intérêt ont diminué. Bien que les économies industrielles aient enregistré une croissance soutenue, le taux de chômage reste élevé dans plusieurs pays participant au Sommet.

Les dirigeants du Sommet de Tokyo chercheront à préciser et à faire progresser l'initiative du Secrétaire au Trésor Baker pour aider les PMA débiteurs. La chute considérable des prix du pétrole, bien qu'avantageuse pour un grand nombre de pays en développement, a de graves conséquences pour les pays débiteurs exportateurs de pétrole. La situation des pays les plus pauvres, particulièrement en Afrique, sera peut-être également examinée par les dirigeants. Le Canada cherche à obtenir que soient généreusement reconstituées les réserves de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale (IDA VIII).

Les fluctuations de change ont pris de plus en plus d'importance dans l'environnement international au cours des dernières années, et ont notamment eu pour effet de faire réapparaître les pressions protectionnistes, surtout aux États-Unis. La question d'une réforme monétaire internationale a été étudiée par les ministres des Finances et les représentants des banques centrales des pays développés et en développement (au sein des groupes G-10 et G-24). Cette importante question aura de nouveau été examinée aux réunions d'avril du FMI et de la Banque mondiale, et elle sera probablement discutée au Sommet.

Le Canada cherchera à obtenir l'engagement ferme des participants au Sommet de Tokyo de lutter contre le protectionnisme et d'ouvrir leurs marchés au commerce international. On s'attend à une prise de

position favorisant fermement le lancement de nouvelles négociations commerciales multilatérales (NCM) à l'automne.

Comme ce fut le cas au cours des précédents sommets, les dirigeants échangeront leurs points de vue sur un éventail de questions politiques, notamment les relations Est-Ouest, le contrôle des armements et le désarmement, le terrorisme international et les problèmes régionaux. Les entretiens au sommet toucheront peut-être aussi certains thèmes tels que la protection de l'environnement et la coopération dans le domaine des sciences et de la technologie. À titre d'initiative personnelle, le Premier ministre Nakasone a proposé que l'on débâte des relations Atlantique-Pacifique et du défi posé à l'éducation dans une société moderne.

---

## Survol des sommets économiques

Les sommets économiques réunissent chaque année, depuis 1975, les leaders des grands pays industrialisés et de la Communauté européenne (CE). L'objet de ces réunions est d'examiner l'évolution de l'économie mondiale, notamment les questions monétaires et commerciales, et de discuter de certains sujets internationaux d'ordre politique et non économique.

La première réunion de ce genre, tenue à l'invitation du président de la France, s'est déroulée à Rambouillet. L'idée qui a présidé à la création des sommets était de permettre aux leaders de discuter de sujets économiques dans un cadre informel, à la manière du groupe informel de ministres des Finances (appelé ultérieurement le Groupe des Cinq) qui s'est réuni pour la première fois en 1973 dans la bibliothèque de la Maison-Blanche pour discuter des problèmes de change. À un moment donné, ce groupe a compris à la fois Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, les hommes d'État qui représentaient respectivement la France et la République fédérale d'Allemagne (RFA) au premier Sommet.

Six pays ont participé au premier sommet — La France, les États-Unis, le Royaume-Uni, la RFA, le Japon et l'Italie. Le Canada a été invité à participer pour la première fois à une réunion au sommet à Porto Rico en 1976, et la Commission européenne a pris part pour la première fois à une réunion de ce genre au sommet de Londres en 1977. Les pays membres sont à tour de rôle les hôtes du sommet: Rambouillet (1975), Porto Rico (1976), Londres (1977), Bonn (1978), Tokyo (1979), Venise (1980), Ottawa (Montebello, 1981), Versailles (1982), Williamsburg (1983), Londres (1984) et Bonn (1985).

L'objectif permanent des sommets est de rechercher des politiques macro-économiques compatibles visant à favoriser une croissance équilibrée. Les sommets ne sont pas des mécanismes de prise de décisions, mais ils ont permis aux dirigeants des démocraties industrialisées de mieux comprendre la mesure dans laquelle leurs économies sont liées, de renforcer leur consensus sur les grandes questions, de rechercher une réaction plus concertée (et efficace) aux problèmes économiques et, au besoin, de prendre de nouvelles initiatives de politique.

Après le premier choc pétrolier et l'effondrement du régime des parités, le monde est entré dans une période de croissance au milieu des années 70. Les dirigeants du Sommet ont accepté des mesures pour soutenir une expansion économique stable de façon à réduire les hauts niveaux de chômage sans aggraver les pressions inflationnistes. Ils ont reconnu qu'il faudrait modifier la structure des économies nationales en fonction de la montée du prix du pétrole et des nouvelles réalités économiques. Au sommet de Bonn en 1978, ils ont entériné un programme d'action concertée que les ministres de l'OCDE avaient approuvé à leur réunion annuelle. Ce programme invitait à l'expansion de la demande nationale, à une plus grande coopération avec les pays moins développés et à la collaboration pour réduire la dépendance à l'égard des importations de pétrole.

Le début des années 1980 a été une période de récession mondiale, caractérisée par une inflation persistante, une croissance lente, la montée du chômage, des déficits de balance des paiements et des taux d'intérêt élevés. La lutte contre l'inflation est devenue une préoccupation majeure; les dirigeants étaient d'accord sur la nécessité de restreindre les emprunts publics et la croissance monétaire.

L'économie mondiale est dans une phase de croissance depuis 1983. Les dirigeants ont essayé d'adopter des politiques communes pour renforcer et élargir la reprise économique. Réunis à Williamsburg en 1983, ils ont décidé de poursuivre des politiques favorisant un faible niveau d'inflation, des taux d'intérêt et des déficits budgétaires réduits et de meilleures possibilités d'emploi. Conscients de plus en plus des effets que les politiques nationales exercent sur la situation macroéconomique, les chefs d'État ont approuvé en 1985, à Bonn, une série de mesures économiques concertées.

Les questions d'énergie ont été au cœur de plusieurs sommets. C'est en partie en réaction à la première augmentation des prix du pétrole, décidée par l'OPEP, que le premier sommet s'est réuni en 1975. Les réunions de Tokyo, en 1979, et de Venise, en 1980, ont eu essentiellement pour thème le second

---

«choc pétrolier». À Tokyo, on a créé un groupe d'experts qui a suivi l'évolution des prix du pétrole et les tendances de la consommation d'hydrocarbures dans les pays industrialisés. À Venise, les dirigeants se sont mis d'accord sur une stratégie décennale qui permettrait de rompre le lien entre la croissance économique et la consommation d'hydrocarbures.

Les problèmes du protectionnisme et du commerce mondial ont été examinés à tous les sommets. Les réunions de la fin des années 70 ont donné appui et élan à la série de négociations commerciales multilatérales de Tokyo, qui se sont terminées avec succès en 1979. En 1984 à Londres et en 1985 à Bonn, les dirigeants ont tenté de promouvoir la tenue d'une nouvelle série de négociations multilatérales.

À Montebello, en 1981, les dirigeants ont discuté des questions monétaires internationales et souligné l'utilité de réduire le plus possible l'instabilité des taux de change et d'intérêt. À Versailles et Williamsburg, les dirigeants ont demandé à leurs ministres des Finances d'examiner, en consultation avec le FMI, certains aspects du système monétaire international. À Williamsburg, en 1983, ils ont convenu d'adopter une approche au cas par cas du problème international de la dette.

Les relations entre pays développés et pays en développement ont constitué un thème spécial du Sommet tenu au Canada en 1981. Les délibérations de Montebello ont contribué aux préparatifs du sommet de Cancun, qui a réuni plus tard la même année des leaders du Nord et du Sud. À Bonn, en 1985, on a constitué un groupe spécial d'experts qui, l'automne dernier, a fait rapport sur la crise en Afrique sub-saharienne aux ministres des Affaires étrangères des pays du sommet.

Les questions politiques globales ont également été abordées aux sommets. Le précédent sommet de Tokyo a concentré l'attention internationale sur le sort des réfugiés indo-chinois. L'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques et ses effets sur les relations Est-Ouest ont retenu particulièrement l'attention à Venise en 1980. Les chefs d'État réunis à Versailles en 1982 se sont mis d'accord sur une approche générale en matière de relations économiques Est-Ouest, qui a inspiré l'élaboration de politiques précises, cette année-là, à l'OTAN et à l'OCDE. Le terrorisme a fait

l'objet de déclarations séparées à divers sommets. Le Canada a joué un rôle majeur dans l'adoption d'une Déclaration sur la piraterie aérienne à Bonn, en 1978.

Les dirigeants du sommet se sont aussi intéressés à des questions diverses comme la science et la technologie, l'abus des stupéfiants et la protection de l'environnement.

---

## Questions monétaires internationales

Le système financier et monétaire international s'est fort bien ajusté aux nombreuses tensions des dernières années. Néanmoins, les fluctuations prononcées des taux de change alimentent les préoccupations et des appels ont été lancés, en particulier par les pays en développement et la France mais également par certains groupes américains en vue d'une conférence monétaire internationale pour s'attaquer à ces problèmes.

Le Président Mitterrand a été l'un de ceux qui ont le plus appuyé l'idée d'organiser une conférence monétaire internationale. Au Sommet de Versailles, il a été convenu que les ministres des Finances du G-10 étudient le système financier international. Le G-10 a terminé son rapport en 1985; on y arrivait à la conclusion que même si le système actuel de devises flottantes avait pu absorber les chocs des dernières années, les taux de change pourraient être plus stables avec une surveillance accrue par le FMI des conséquences extérieures de politiques intérieures. Les pays en développement membres du G-24, ont produit un rapport parallèle exprimant leurs idées en vue d'une conférence monétaire internationale, avec un accent sur les questions relatives aux transferts de ressources. Le Comité intérimaire du FMI, qui comprend les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales, a examiné les deux rapports lors de sa rencontre d'avril.

À cause des préoccupations soulevées par les fluctuations des taux de change et leur effet sur le commerce extérieur américain le Président Reagan, dans son discours sur l'État de l'Union en février, a demandé au Secrétaire au Trésor, M. Baker, d'examiner s'il y avait lieu de convoquer une réunion multilatérale sur les devises et les finances. Tous les pays du Sommet sont d'avis qu'il convient de renforcer la surveillance internationale des politiques intérieures et ils souscrivent aux efforts fournis par le Fonds pour accroître l'efficacité de la surveillance par l'encouragement d'une meilleure coordination des politiques intérieures, notamment celles qui touchent les taux de change.

Le Canada a reconnu la nécessité d'examiner les questions monétaires internationales et, à titre de participant à l'étude du G-10, il a souscrit aux recommandations visant à renforcer le fonctionnement du

système monétaire international. Le processus d'examen des rapports du G-10 et du G-24 qui se déroule actuellement au Comité intérimaire du FMI est le moyen qui convient le mieux pour régler les questions monétaires internationales. Nous partageons les préoccupations d'autres pays selon lesquels l'établissement de fourchettes-objectifs pour les grandes devises aurait en grande partie les mêmes défauts de fonctionnement qu'un régime de taux fixes. Ces fourchettes-objectifs ne marqueraient pas non plus une amélioration par rapport au régime actuel de flottement des taux, qui a bien servi le Canada.

---

## Dettes et situation financière internationales

À la fin de l'an dernier, la dette extérieure des pays en développement dépassait 900 milliards \$ ÉU. Les modalités de remboursement prévues à l'origine ne peuvent être respectées pour 60 % de cette dette. C'est la dette de l'Amérique latine, qui dépasse 360 milliards \$, qui a attiré le plus l'attention. Le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Venezuela interviennent pour les trois quarts de la dette de cette région. Une bonne partie de la dette extérieure de ces pays a été consentie par des banques et d'autres créanciers privés. Les problèmes de service de la dette de ces pays risquent donc de perturber le fonctionnement harmonieux du système des échanges et des paiements internationaux.

Certains petits pays à faible revenu, principalement en Afrique, éprouvent des problèmes uniques à rembourser leur dette extérieure, même si le montant en est relativement moins élevé, à environ 75 milliards \$ ÉU. Cette dette a été contractée en grande partie auprès de créanciers publics à des conditions favorables. La résolution de ces problèmes nécessitera un accroissement des efforts d'ajustement économique ainsi qu'une aide financière à des conditions libérales des pays donateurs.

Dans l'ensemble, des progrès considérables ont été réalisés entre 1982 et 1984 pour corriger les déséquilibres des paiements extérieurs des pays débiteurs. Au cours de cette période, le déficit des comptes courants de ces pays est tombé de plus de 100 milliards \$ ÉU à moins de 40 milliards \$. La reprise économique enregistrée dans les pays industrialisés, ainsi que les vigoureuses mesures d'ajustements économiques prises par les débiteurs avec l'appui du Fonds monétaire international, ont contribué à ce résultat. L'approche cas par cas, où les rajustements intérieurs sont facilités par de nouveaux apports financiers extérieurs, s'est avérée être le pivot de la stratégie de gestion de la dette internationale.

Toutefois, le climat économique international est devenu moins favorable aux pays moins développés débiteurs en 1985. Les perspectives de reprise et de croissance de la plupart des pays en développement se sont détériorées en 1985. La croissance du volume des exportations a ralenti, le prix des denrées est resté faible et la disponibilité de nouveaux capitaux extérieurs par le biais des mécanismes normaux du marché

a été presque inexistante. Toutefois, l'évolution récente des taux de change et la chute des taux d'intérêt a amélioré les perspectives des pays débiteurs. La chute marquée des prix du pétrole cette année devrait avoir un effet positif sur l'économie des pays en développement, à l'exception des pays débiteurs exportateurs de pétrole (par ex., le Mexique, le Nigéria, l'Indonésie, le Venezuela).

Le Secrétaire au Trésor américain, M. Baker, a proposé des ajustements de la stratégie de la dette lors des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Séoul, en octobre dernier. L'initiative Baker insiste sur trois éléments essentiels: la mise en oeuvre par les pays débiteurs de politiques visant à favoriser l'ajustement et la réforme structurelle; le maintien du rôle central que joue le Fonds et un accroissement du rôle des banques de développement multilatérales, particulièrement la Banque mondiale; et une augmentation des prêts des banques commerciales. Le plan vise essentiellement à coordonner le financement à l'appui de stratégies d'ajustement axées sur la croissance.

Toutes les grandes banques internationales ont indiqué qu'elles appuyaient les principes du plan Baker, et qu'elles étaient prêtes à participer dans chaque cas, de concert avec les autres intervenants, à la mise en oeuvre de la stratégie. Les gouvernements créanciers ont également un rôle clé à jouer afin de soutenir et de coordonner les divers éléments de la nouvelle stratégie de la dette.

---

## Nouvelle série de négociations commerciales multilatérales

D'importants progrès ont été réalisés au cours des derniers mois pour que puisse se tenir une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales (NCM). Les résultats éventuels de ces négociations seront pris en compte par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), l'organisation internationale qui supervise la plupart des échanges commerciaux internationaux et dont plus de 90 pays sont aujourd'hui membres actifs. En permettant de contenir les pressions protectionnistes et en facilitant une plus grande libéralisation du commerce international, les NCM ont un rôle essentiel à jouer pour favoriser une reprise économique dans tous les secteurs, comme le souhaitent tous les pays, y compris les PMA.

Le Canada a réclamé des discussions de fond sur les objectifs, la teneur et les procédures des négociations, ainsi que la progression rapide des travaux préparatoires. En novembre dernier, un Comité préparatoire aux NCM a été mis sur pied sans condition préalable et a reçu pour mandat de présenter à la réunion ministérielle de septembre 1986 des recommandations concernant l'ordre du jour des NCM et les modalités des négociations. Le Canada a proposé que cette réunion se tienne à Montréal.

La plupart des pays en développement ont donné leur accord pour que les NCM débutent rapidement, bien que certains PMA aient encore des réserves quant à la nécessité d'examiner de façon approfondie le commerce des services au cours des négociations. Le Canada a contribué à encourager les PMA à participer aux négociations.

Certains pays en développement ont insisté sur le fait que le programme de travail sur le commerce, approuvé lors de la réunion ministérielle du GATT de novembre 1982, devait être terminé avant le début d'une nouvelle série de négociations. Toutefois, à l'exception d'une ou de deux questions qui doivent être abordées au cours des négociations, ce programme se concentre sur le recensement des problèmes commerciaux et sur la préparation de recommandations en vue de les régler. L'achèvement de ces travaux (c'est-à-dire l'application de ces recommandations) pourra au mieux s'effectuer dans le contexte plus large de négociations commerciales multilatérales. En outre, pour que le GATT reste axé sur les problèmes commerciaux actuels et pour qu'un programme

de négociation équilibré puisse être mis au point, il faut que les parties contractantes intéressées aient la possibilité de négocier de nouvelles questions, telles que le commerce des services.

Au cours de la nouvelle série de NCM, le Canada cherchera à ouvrir davantage les marchés aux produits agricoles, aux produits de la pêche, aux ressources industrielles (métaux non ferreux et produits forestiers) ainsi qu'aux équipements et services industriels liés à l'énergie (pétrochimie). Il recherchera également une libéralisation du commerce des services et de toute une gamme de produits technologiques sophistiqués. Il préconisera aussi un système plus efficace pour le règlement des litiges, ainsi qu'une meilleure réglementation des mesures de protection exceptionnelle et des subventions.

En raison de déficits commerciaux sans précédent dans leur histoire et d'un accroissement des pressions protectionnistes intérieures, les États-Unis sont entièrement favorables à la tenue de nouvelles NCM. Le Japon a proposé la suppression de tous les tarifs douaniers sur tous les produits industriels dans les pays industrialisés et est en faveur de négociations sur le commerce des services et des produits de pointe.

La France et l'Italie se sont montrées relativement prudentes quant à la possibilité d'étendre les NCM au commerce des services. Le Royaume-Uni est totalement favorable à une nouvelle série de négociations, de même que la République fédérale d'Allemagne. L'ensemble de la Communauté européenne (CE) soutient l'opinion que la nouvelle série de négociations devrait porter sur un ensemble équilibré de questions, y compris le commerce des services, et que les PMA devraient assumer une plus grande part des obligations du GATT. La CE a une approche restrictive des produits agricoles et des produits à base de ressources.

---

## Relations Nord-Sud

Aujourd'hui, il apparaît de plus en plus évident qu'il y a une interdépendance économique entre pays en développement et pays industrialisés. À Tokyo, les dirigeants continueront probablement à s'attacher aux problèmes d'endettement des pays en développement, aux ajustements à apporter et aux difficultés exceptionnelles auxquelles se heurtent les plus pauvres des pays en développement.

Le Canada a toujours été très conscient des problèmes économiques qu'éprouvent les pays en développement. D'ailleurs, il est généralement perçu comme un interlocuteur responsable en ce qui a trait aux préoccupations du «Sud» lors des sommets économiques annuels. Grâce à son étroite association avec le Commonwealth et les nations de la Francophonie, le Canada en a également profité pour discuter de questions Nord-Sud à la réunion des chefs de gouvernements du Commonwealth à Nassau (octobre 1985) et au Sommet de la Francophonie à Paris (février 1986).

La position que nous avons adoptée reflète nos préoccupations humanitaires, notre engagement ferme et constant, envers la coopération au développement international et notre désir de renforcer le système multilatéral. En outre, nous croyons qu'il nous faut encourager les relations économiques mutuellement avantageuses entre le Canada et les économies de plus en plus dynamiques du tiers monde.

Le Canada est d'avis que le niveau des ressources financières internationales acheminées vers le tiers monde doit être maintenu, voire même augmenté, afin que soient soutenus le redressement économique et le développement à long terme. Les institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale, doivent recevoir les ressources dont elles ont besoin pour s'acquitter de leur rôle de développement. Le Canada appuie une généreuse reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA VIII). Il sera de plus en plus important que les pays développés améliorent la coordination de leurs programmes d'aide.

Pour sa part, le Canada examine des mesures destinées à aider davantage les pays à faible revenu. Le passage à un programme d'aide basé uniquement sur des subventions, annoncé en février 1986, est l'une de ces mesures. Nous étudions également de près d'autres moyens d'alléger le fardeau de ces pays.

## Évolution des marchés internationaux du pétrole

Le marché mondial du pétrole a subi d'importants changements au cours de la dernière décennie. Les chocs pétroliers de 1973-1974 et 1979-1980 ont certes eu des répercussions directes sur l'offre et la demande d'énergie, mais ces bouleversements ont suscité dans les pays consommateurs de nouvelles perceptions, de nouvelles politiques et de nouveaux comportements qui ont considérablement réduit la demande mondiale du pétrole, accru l'offre provenant des pays non-membres de l'OPEP (comme les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, la Norvège et le Mexique), et abouti à la capacité de production actuelle, qui est fortement excédentaire et a entraîné la chute des prix. La demande de pétrole de l'OPEP a diminué.

En décembre 1985, les membres de l'OPEP ont en fait abandonné leur approche traditionnelle qui consistait à fixer des prix officiels et ont adopté une politique «individuelle» de tarification en fonction du marché visant à permettre d'obtenir une plus grande part du marché. Les membres ont aussi convenu de garantir à l'OPEP une «juste part» du marché pétrolier mondial, de façon à obtenir les recettes nécessaires à leur développement.

Depuis décembre, les prix des bruts légers sur le marché au comptant ont chuté de plus de 50 %, passant de 31 \$ ÉU à environ 13-14 \$ le baril, et même moins pour certaines qualités. La faible demande qui traditionnellement caractérise le marché au comptant à la fin de l'hiver et au début du printemps a aggravé l'instabilité du marché. Les valeurs commerciales moyennes du brut sont inférieures aux prix au comptant car la majeure partie du brut est vendue sur le marché international par voie de contrats d'approvisionnement à long terme, sur la base de prix qui ne sont pas immédiatement touchés par le marché au comptant.

Il n'y a pas de consensus sur les perspectives du marché pour le reste de l'année, mais la plupart des analystes croient qu'une certaine remontée des prix, peut-être au niveau de 15-20 \$ le baril, pourrait être observée d'ici le quatrième trimestre.

---

## Questions politiques

Comme pour les sommets économiques précédents, celui de Tokyo sera également l'occasion pour les chefs d'État ainsi que pour leurs ministres des affaires étrangères d'aborder certaines questions politiques majeures.

L'horizon de ces consultations politiques sera sans aucun doute dominé par la question de l'état des relations Est-Ouest et le piétinement des négociations de Genève sur le contrôle des armements. La rencontre à Genève en novembre 1985 entre le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev avait fait naître des espoirs pour l'avènement d'une période de relaxation après la vive tension qui a caractérisé le début de la décennie et le réveil de l'occident face à la menace des missiles SS-20 soviétiques. Toutefois, depuis ce sommet aucun progrès fondamental n'a été enregistré et l'impasse qui perdure dans la négociation de Genève risque de remettre en question la tenue même du prochain Sommet de Washington prévu pour cette année.

Les conflits régionaux qui sévissent aux quatre coins de la planète ne manqueront pas non plus d'alimenter les discussions. Cependant, compte-tenu du contexte asiatique du Sommet, les conflits qui affligent ce continent devraient bénéficier d'une attention toute particulière. Toutefois, la stagnation de la situation en Afrique australe ainsi que la détérioration du climat politique au Moyen-Orient et en Amérique centrale demeureront au centre des préoccupations.

Outre les relations Est-Ouest, on peut s'attendre à ce que la question du terrorisme international figure aussi en tête de liste de l'agenda politique de Tokyo. À la lumière des tragiques événements des derniers mois, les participants pourraient vouloir étendre la portée des engagements et des décisions conjointes en ce domaine.

## Autres questions

Les autres questions susceptibles d'être soulevées au Sommet de Tokyo, comprennent les sciences et la technologie, l'environnement et l'abus des stupéfiants.

### Science et technologie

Établi au Sommet de Versailles en 1982, le Groupe de travail sur la technologie, la croissance et l'emploi s'est vu confier la tâche de déterminer la contribution de la recherche et de la technologie à la croissance économique et à l'emploi, et de définir et mettre en oeuvre des propositions de collaboration internationale dans d'importants secteurs comme la biotechnologie, les matériaux de pointe et la télédétection.

Le rapport final du Groupe de travail sera présenté au Sommet de Tokyo. Dans ce rapport, le Groupe s'estime satisfait que l'initiative du Sommet ait stimulé la collaboration internationale en matière de science et de technologie, en donnant un nouvel élan aux activités nationales de recherche et de développement.

### Environnement

Lors du Sommet de Londres de 1984, à l'instigation de la RFA, appuyé par le Canada, les chefs d'État et de gouvernement ont inclus dans leur déclaration finale un paragraphe reconnaissant la dimension internationale des problèmes environnementaux et le rôle des facteurs environnementaux dans le développement économique. Le Groupe de travail sur la technologie, la croissance et l'emploi fut aussi chargé de leur faire rapport sur la question, lors du Sommet de l'année suivante à Bonn, où ils ont convenu d'utiliser à la fois les mécanismes de vigilance gouvernementale et la discipline du marché pour résoudre les problèmes environnementaux.

### Abus des stupéfiants

Au Sommet économique de Bonn en 1985, les chefs d'État et de gouvernement ont discuté du problème international de la drogue et d'éventuelles mesures communes à prendre pour combattre la production, le trafic et la consommation des stupéfiants. Un rapport suggérant des initiatives s'ajoutant aux mesures déjà en vigueur a été préparé par un groupe d'experts et approuvé par les ministres des Affaires étrangères.



---

## Situation de l'économie canadienne

En 1985, l'économie canadienne a manifesté une vigueur considérablement plus élevée que ce que la plupart des observateurs avaient prévu. Dans le budget de mai 1985, on prévoyait pour l'année une croissance des dépenses nationales brutes (DNB) réelles de 3,1%, une croissance de l'emploi de 2,1% et un taux de chômage réduit à 10,7% en fin d'année. Ces prévisions s'accordaient avec la plupart de celles du secteur privé. Toutefois, à mesure que l'année avançait, les consommateurs et les investisseurs manifestaient de plus en plus d'optimisme. Cet optimisme s'expliquait par plusieurs facteurs, notamment la baisse marquée des taux d'intérêt, un taux d'inflation stable et modéré, de meilleures perspectives d'emploi et des mesures gouvernementales réalistes en vue de rétablir la responsabilité fiscale et d'encourager l'initiative privée. Par conséquent, la consommation, la construction résidentielle et l'investissement commercial ont tous été plus dynamiques que prévu et la croissance réelle des DNB a atteint un niveau de 4,5% en 1985.

L'emploi a connu une croissance de 2,8% au cours de l'année, sa plus forte en plus de quatre ans, et le taux de chômage est tombé considérablement en 1985, à 10% en décembre, une tendance qui s'est maintenue en janvier et février cette année, avec un taux de 9,8%. L'économie canadienne était vigoureuse en 1985, malgré la faiblesse de l'économie mondiale, en particulier l'économie américaine. L'an dernier, la production réelle du Canada augmentait à un rythme presque le double de celui des États-Unis ou de l'Europe.

Ce dynamisme de l'économie en 1985 prolongeait la forte reprise ayant succédé à la récession de 1981-1982, mais la nature de cette reprise a changé profondément. Au cours des 18 premiers mois de la reprise, la demande intérieure définitive au Canada comptait pour moins de la moitié de la croissance réelle de la production, les exportations et l'évolution des stocks provoquant le gros de la hausse de la demande pour les biens et services canadiens. L'emploi connaissait une croissance notable, mais surtout dans le secteur du temps partiel, et la reprise de l'activité économique ne se manifestait pas également dans tous les secteurs.

Par contre, l'an dernier, la nature de la reprise changeait radicalement, avec la relance des investissements commerciaux, la remontée de la construction domiciliaire et une forte consommation de biens durables, ce qui donnait à l'expansion économique canadienne une base beaucoup plus large et axée sur l'intérieur. En 1985, la reprise économique touchait la plupart des secteurs de l'économie canadienne. La croissance de l'emploi s'effectuait maintenant beaucoup plus au chapitre de l'emploi à temps plein et dans toutes les régions du pays, l'emploi augmentait et le chômage baissait.

Après une baisse soutenue tout au long de 1985, les taux d'intérêt ont commencé à augmenter à la fin de l'année et cette tendance à la hausse s'est maintenue en 1986 jusqu'à la mi-mars, pour revenir à nouveau à une tendance à la baisse. Cette hausse des taux d'intérêt était attribuable en partie aux spéculations sur le dollar canadien, dont la valeur est tombée à un plancher record de 0,71-72 \$ ÉU.

Le taux d'inflation, mesuré avec l'indice des prix à la consommation (IPC), atteignait 4,0% en 1985, une baisse par rapport au niveau de 4,4% de 1984. Le retour à un taux d'inflation de 4,4% (par rapport à l'IPC d'un an plus tôt) en décembre 1985 et janvier 1986 s'explique en grande partie par la hausse du prix des aliments, attribuable à de mauvaises conditions météorologiques aux États-Unis. D'ailleurs, en février 1986, le taux d'inflation était retombé à 4,1%. La hausse des salaires, à 3,5%, était moins élevée que celle du taux d'inflation, mais cet écart semble vouloir diminuer, en grande partie à cause de la baisse du taux d'inflation. La croissance de la productivité reste vigoureuse, à un rythme de 1,6%, mais les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont augmenté de 2,4% en 1985.

---

# Renseignements sur les pays du Sommet

## Japon

### Premier ministre Yasuhiro Nakasone

Né le 27 mai 1918 à Takasaki, préfecture de Gunma, M. Nakasone entre à la Faculté de droit de l'Université de Tokyo, où il se spécialise en sciences politiques. D'avril 1941 à septembre 1945, il sert dans la Marine impériale, où il atteint le grade de capitaine de corvette. Démobilisé, il reprend ses fonctions au ministère de l'Intérieur.

Candidat pour la première fois aux élections générales d'avril 1947, M. Nakasone est élu à la Chambre des représentants, à laquelle il sera réélu successivement quatorze fois. En juin 1959, M. Nakasone occupe son premier poste au sein du Cabinet. Depuis, il a occupé divers postes importants au sein du Cabinet et du Parti. De 1980 à 1982, M. Nakasone est Vice-Premier ministre chargé de la réforme administrative et directeur général de l'Agence de la gestion administrative. En novembre 1982, il accède aux fonctions de Premier ministre.

C'est le quatrième sommet économique de M. Nakasone, qui sera accompagné de Shintaro Abe, ministre des Affaires étrangères, de Michio Watanabe, ministre du Commerce international et de l'Industrie, et de Noburu Takeshita, ministre des Finances. Son représentant personnel est Reishi Teshima.

### L'économie japonaise

L'économie japonaise a poursuivi sa croissance en 1985. Cependant, on se demande de plus en plus, dans les milieux politiques, pendant combien de temps l'administration Nakasone pourra maintenir sa politique d'austérité budgétaire. La croissance économique reste fortement tributaire des exportations, et il reste à voir si le train de mesures récemment annoncées pourra stimuler la demande intérieure. Les effets de l'appréciation du yen par rapport au dollar américain commencent à se faire sentir sur le secteur des exportations.

Les indicateurs de base de l'économie japonaise ont été impressionnants. En 1985, le taux de croissance était de 4,6 %, le taux d'inflation de 2,5 %. Le taux de productivité s'est maintenu au dessus de 10 %, et le taux de chômage à 2,7 %. L'excédent en compte courant a dépassé 50 milliards \$ ÉU, battant le chiffre record de 35 milliards \$ ÉU atteint en 1984.

Étant donné la forte hausse des exportations, les profits réalisés par les grandes entreprises dans les secteurs de l'automobile, de l'électronique et des machines-outils ont atteint des records sans précédent. Du fait de cette forte accumulation de profits, conjuguée à un taux d'épargne des ménages de 18 %, l'épargne nationale brute se situe à peu près à 30 %. Ces fonds sont dirigés à l'étranger; les sorties de capitaux atteignent le chiffre record de 55 milliards \$ÉU par an.

### Les relations Canada-Japon

Notre plus important partenaire commercial depuis 1973, le Japon est également la principale puissance économique dans la région Asie-Pacifique, une région d'importance croissante pour le Canada. Le Japon est un bon client pour nos exportations de ressources et de produits agricoles, et représente une grande source potentielle de capitaux et de techniques. Nos exportations au Japon comprennent le charbon, le cuivre, le bois d'oeuvre, les graines et oléagineuses, les produits de la pêche et un nombre croissant de produits de consommation comme l'équipement de sport et les aliments transformés. Le Canada poursuit ses efforts pour introduire au Japon des articles manufacturés sophistiqués dans des domaines où nous avons un leadership mondial.

Ces dernières années, le Canada et le Japon ont cherché à élargir la base de leurs relations. Cet objectif a été favorisé par la visite qu'a effectuée au Canada le Premier ministre Nakasone en janvier de cette année. Il y a des contacts réguliers entre individus des deux pays dans le contexte d'initiatives visant à promouvoir les échanges gouvernementaux, parlementaires, universitaires, syndicaux et culturels. Ces derniers mois, de nouveaux mécanismes consultatifs ont été établis pour le contrôle des armements et le désarmement, la lutte contre le terrorisme et l'aide au développement.

### Les États-Unis d'Amérique

#### Le Président Ronald Reagan

Ronald Wilson Reagan est né le 6 février 1911 à Tampico, en Illinois. Il est sorti d'Eureka College (Illinois) en 1932 avec un diplôme en économie et en sociologie. Après une brève carrière comme commen-

---

tateur et réalisateur d'émissions sportives, M. Reagan s'est rendu en Californie pour faire du cinéma.

En 1966, Ronald Reagan a commencé sa carrière publique en se faisant élire comme gouverneur de la Californie, poste auquel il a été réélu en 1970. Après avoir présenté sans succès sa candidature en 1976, il a été nommé candidat présidentiel par la Convention républicaine nationale en juillet 1980. Le 4 novembre 1980, Ronald Reagan était élu à la Présidence des États-Unis, et il y était réélu en 1984.

Ce sera le sixième Sommet économique du Président Reagan, qui sera accompagné du secrétaire d'État, George Shultz, et du secrétaire au Trésor, James Baker. Son représentant personnel est M. Allen Wallis.

#### **Évolution récente de l'économie**

En 1985, le cycle d'expansion de l'économie américaine entrait dans sa troisième année mais malgré le dynamisme de la croissance de la demande intérieure définitive, la hausse globale du PNB ne dépassait pas 2,3 %, une baisse marquée par rapport au rythme de 6,6 % en 1984. La différence entre la demande et la production était comblée par les importations, ce qui a provoqué une hausse rapide du déficit commercial jusqu'à un nouveau record. Au cours de l'année, les États-Unis ont cessé d'être une nation créditrice.

Sur le plan positif, le taux d'inflation américain à la consommation a continué de baisser, atteignant un niveau de 3,6 % en 1985. Le chômage reste élevé mais il a baissé considérablement par rapports aux sommets de la récession et les taux d'intérêt ont eux aussi continué de diminuer. Les investisseurs ont retrouvé leur optimisme avec la chute du prix mondial du pétrole, l'adoption du projet de loi Gramm-Rudman sur la réduction du déficit, la réforme fiscale anticipée et la baisse de la valeur du dollar. Aucun de ces facteurs n'a encore vraiment entamé le déficit commercial, mais les perspectives économiques générales sont plus encourageantes qu'il y a quelques mois.

#### **Les relations Canada-États-Unis**

Le Canada et les États-Unis sont les pays du monde qui entretiennent les relations les plus complexes et les plus étendues. Ils sont chacun le plus important marché de l'autre. Ils coopèrent à la défense du continent nord-américain et, par le biais de l'Orga-

nisation du traité de l'Atlantique-Nord, à la défense de l'Europe de l'Ouest.

Le Président Reagan a rencontré le Premier ministre Mulroney lorsque celui-ci s'est rendu en visite à Washington en juin 1984 comme chef de l'Opposition, et lorsqu'il a fait sa première visite à l'étranger en tant que Premier ministre, en septembre 1984. Subséquentement, ils ont eu des discussions détaillées au Sommet de Québec en mars 1985, et au Sommet de Washington en mars 1986.

Le Canada et les États-Unis sont chacun le plus important partenaire commercial de l'autre. Statistique Canada rapporte que le commerce bilatéral s'est accru de 11,6 % pour passer à 168,8 milliards \$ CAN en 1985. Les exportations canadiennes aux États-Unis ont progressé de 10,8 % pour atteindre 94,7 milliards \$ CAN, représentant 78,8 % de toutes nos exportations. Les importations canadiennes depuis les États-Unis ont progressé de 12,7 % pour passer à 74 milliards \$ CAN, ou 71,8 % de toutes nos importations. Les importations de produits canadiens ont représenté 19,2 % de l'ensemble des importations des États-Unis alors que les exportations vers le Canada représentaient 22,1 % de toutes les exportations des États-Unis en 1985, soit plus que les exportations américaines vers la CEE et deux fois plus que les exportations américaines au Japon. (Les États-Unis exportent vers la seule province de l'Ontario beaucoup plus qu'ils n'exportent vers le Japon.)

Le 26 septembre, le Canada a officiellement proposé de négocier un nouvel accord commercial bilatéral avec les États-Unis.

Le Canada et les États-Unis sont également chacun la principale destination des investissements étrangers de l'autre. Les États-Unis ont approximativement 113 milliards \$ en investissements directs et de portefeuille au Canada comparativement à quelque 34 milliards \$ d'investissements canadiens directs et de portefeuille aux États-Unis.

L'étroite coopération entre le Canada et les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale a établi une structure durable de coopération en matière de défense. La Commission permanente canado-américaine de défense assure une consultation permanente pour les questions bilatérales de défense au niveau de la planification des politiques. Au Sommet

---

de Washington, l'Accord sur la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, qui prévoit le commandement conjoint de la défense aérienne du continent, a été renouvelé pour cinq ans.

Le gouvernement canadien accorde une haute priorité au règlement des problèmes environnementaux transfrontaliers qui inquiètent grandement nos deux populations. Les deux pays mènent fréquemment des consultations et des négociations sur un grand nombre de questions environnementales, notamment sous l'égide de la Commission mixte internationale, laquelle a été établie par le Traité sur les eaux limitrophes. L'administration américaine a accepté la recommandation des envoyés spéciaux nommés par le Premier ministre et le Président à l'effet que 5 milliards \$ soient consacrés au développement de techniques de lutte contre les pluies acides.

## **République fédérale d'Allemagne**

### **Le Chancelier Helmut Kohl**

Né en 1930, le Chancelier Kohl est marié et père de deux enfants. En 1947, il se joint à l'Union démocrate chrétienne. Il continue de militer dans les rangs de la CDU pendant ses études. De 1950 à 1958, il étudie le droit, la sociologie, les sciences politiques et l'histoire aux universités de Francfort et d'Heidelberg, et obtient un doctorat. Il est chef de département à l'Association de l'industrie chimique, Ludwigshafen, entre 1959 et 1969. Il entreprend sa carrière politique en Rhénanie-Palatinat. De 1969 à 1976, en sa qualité de ministre-président de cet État, il joue un rôle important dans le Bundesrat (Chambre haute). Il devient Chancelier en octobre 1982 et est réélu à la tête de la coalition de l'Union démocrate chrétienne et du Parti libéral aux élections de mars 1983.

C'est le quatrième sommet économique auquel participe le Chancelier Kohl. Il sera accompagné du vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, du ministre des Finances, M. Gerhard Stoltenberg et du ministre de l'Économie, M. Martin Bangemann. Son représentant personnel est M. Hans Tietmeyer.

### **L'économie ouest-allemande**

En 1985, le taux de croissance économique de l'Allemagne de l'Ouest a été de 2,4 %, soit légèrement en baisse par rapport à 1984. Toutefois, en 1986

l'économie devrait reprendre et le taux de croissance pourrait atteindre 4 %. La baisse des cours du pétrole contribuera vraisemblablement à affermir la croissance. Le taux de chômage, de l'ordre de 8 % en moyenne, a relativement peu changé. Toutefois, la création nette d'emplois s'est récemment accélérée. Le taux d'inflation, de 2 à 3 % ces dernières années, demeure faible, et pourrait bien baisser cette année. L'excédent du compte courant, qui atteignait déjà un chiffre record en 1985, devrait encore augmenter en 1986 pour atteindre quelque 30 milliards de dollars.

Depuis 1981, le déficit financier du gouvernement est en baisse. En 1985, le déficit net était de moins de 23 milliards DM, soit 1,2 % du PNB. Les taux d'escompte officiels, actuellement de 3,5 à 4 %, sont également en baisse. Depuis septembre 1985, le deutschmark s'est apprécié d'environ 30 % par rapport au dollar américain.

### **Les relations Canada-RFA**

Le Canada et la RFA entretiennent d'étroites relations de coopération, fondées sur leur appartenance commune à l'Alliance atlantique, au Sommet économique, aux Nations Unies et à d'autres organismes internationaux. Notre coopération au sein de l'OTAN a créé une relation unique par l'affectation en RFA de 6 650 militaires canadiens et leurs familles et par la formation annuelle de 5 500 soldats et aviateurs de la RFA à Shilo et Goose Bay.

Le commerce bilatéral et la coopération économique se sont sensiblement développés dans les dix dernières années pour atteindre quelque 4 milliards \$. En 1985, le Canada a enregistré un déficit de 1,5 milliard \$ attribuable en grande partie à l'appréciation du dollar canadien par rapport au deutschmark. La situation devrait bientôt changer, lorsque le Canada commencera ses livraisons de réactés Challenger, de drones de surveillance et d'autres produits de pointe. Ce développement résulte de l'élargissement de la coopération au titre des activités de recherche et de développement surtout dans le domaine militaire. Nos échanges de matériel de défense avec la RFA viennent au deuxième rang en valeur, après nos échanges avec les États-Unis. La RFA est la troisième grande source d'investissements étrangers directs, ne le cédant

---

qu'aux États-Unis et à la Grande-Bretagne. Il reste de très bonnes possibilités d'accroître les investissements des entreprises allemandes au Canada.

## **France**

### **Le Président François Mitterrand**

M. François Mitterrand est élu Président de la France en mai 1981, après quarante et un ans de vie politique.

Il siège à l'Assemblée nationale depuis 1946 (avec une interruption de 1958 à 1962); il entre au Cabinet en 1947 et occupe onze fois le poste de ministre sous la IV<sup>e</sup> République (1945-1958). En 1965, il se présente contre le général de Gaulle dans la course à la présidence et réussit à obtenir 45% des voix au premier tour. En 1971, il regroupe plusieurs partis de gauche et redonne vie au Parti socialiste. Aux élections présidentielles de 1974, il est battu de justesse par Valéry Giscard d'Estaing. Âgé de 69 ans, le Président Mitterrand est diplômé en droit, en littérature et en sciences politiques.

Le Président Mitterrand participera à son sixième sommet économique. Il sera accompagné du Premier ministre, M. Jacques Chirac, et du ministre des Affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond. Le représentant personnel de M. Mitterrand est M. Jacques Attali.

### **Performance économique récente**

La politique de rigueur menée par le gouvernement socialiste aura permis de ramener le taux d'inflation à moins de 5% en 1985, son plus bas niveau depuis 1968. Pour l'année 1986, les prévisions initiales chiffraient le taux d'inflation à 3,5% mais ces dernières ont été, depuis, revues à la baisse (2%) suite à la baisse brusque des prix du pétrole sur les marchés mondiaux. La France devrait particulièrement bénéficier de la chute des prix du pétrole: la balance commerciale qui était déficitaire en 1985 pourrait être excédentaire cette année. De même, le niveau de croissance économique pourrait atteindre 3% en 1986 au lieu des 2% initialement prévus.

Le taux de chômage, à 10,5%, demeure élevé et la création d'emploi, notamment pour les jeunes, constitue l'une des principales préoccupations du gouvernement actuel. Le nouveau gouvernement devra aussi rapidement apporter des changements de

politique, surtout dans le secteur économique, dont le plus spectaculaire pourrait être la privatisation de plusieurs entreprises nationalisées par le précédent gouvernement. La dévaluation relative récente du franc dans le système monétaire européen rendra la France plus concurrentielle.

### **Les relations entre le Canada et la France**

Le succès du Sommet francophone et la visite récente du Premier ministre Mulroney en France ont mis en évidence la qualité atteinte dans nos relations bilatérales suite à la politique mise de l'avant par le gouvernement canadien. Les prochains mois seront chargés au plan bilatéral et permettront de faire le point sur l'ensemble de nos relations notamment dans le cadre des réunions de trois Commissions mixtes; l'Économique, la Scientifique et la Culturelle.

Au plan économique, la France est notre neuvième partenaire commercial en importance. En 1985, nos échanges commerciaux ont atteint un total de plus de 2 milliards \$ avec un déficit de plus de 500 millions pour le Canada, en raison principalement des taux de change favorables au franc français. Le courant des échanges n'est pas à la mesure du potentiel des deux pays et c'est forts de cette constatation que les deux gouvernements se sont engagés à favoriser son accroissement, notamment en intensifiant la coopération industrielle et les investissements. Ainsi, le gouvernement canadien appuiera la participation d'entreprises canadiennes aux projets Eureka.

Le Canada et la France entretiennent des relations poussées dans le secteur culturel et les deux pays ont conclu une entente en vue d'encourager la coproduction de films et d'émissions de télévision. La coopération scientifique a elle aussi franchi de grands pas. Les échanges informels entre chercheurs et universitaires, surtout au niveau de la recherche théorique, sont nombreux et fructueux. Il existe également une collaboration plus structurée entre ministères responsables des questions scientifiques et techniques.

## Royaume-Uni

### Premier ministre Margaret Thatcher

M<sup>me</sup> Margaret Thatcher est leader du Parti conservateur depuis onze ans et Premier ministre depuis sept. Elle a été élue pour la première fois à la Chambre des communes en 1959 et a détenu un certain nombre de postes clés. Elle a été nommée en 1970 secrétaire d'État à l'Éducation et aux Sciences et membre du Conseil privé. Elle a été élue leader du Parti conservateur, et donc Chef de l'Opposition, en février 1975.

Il s'agira du huitième Sommet économique pour M<sup>me</sup> Thatcher. Elle sera accompagnée par le secrétaire d'État aux Affaires étrangères et du Commonwealth, Sir Geoffrey Howe, et par le chancelier de l'Échiquier, Nigel Lawson. Le représentant personnel de M<sup>me</sup> Thatcher est Sir Robert Armstrong.

### Performance économique récente

Le dernier budget du Royaume-Uni, présenté le 18 mars 1986, prévoit des taux de croissance de 3 % et plus pour les trois prochaines années. Parmi les problèmes chroniques, citons un taux de chômage élevé (plus de 13 %) et la tendance du coût salarial unitaire à dépasser la productivité. Pour le court terme, on ne prévoit pas de baisse du taux de chômage. En outre, les recettes provenant de la production pétrolière de la mer du Nord sont à la baisse en raison de la chute brutale des prix mondiaux du pétrole, mais on estime que dans l'ensemble la chute des cours en ce domaine profitera à l'économie britannique.

Le contrôle constant de l'inflation, malgré la baisse des taux d'intérêt, demeure une des priorités du gouvernement. Cela permettrait à la livre sterling de se déprécier par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux du Royaume-Uni. La livre s'est, par exemple, dépréciée ces derniers mois comparativement au deutschmark et au florin néerlandais.

### Les relations Canada – Royaume-Uni

Nos relations avec le Royaume-Uni sont parmi les plus étroites que nous ayons et elles ont pris de l'ampleur ces douze derniers mois. Mais nos relations bilatérales ont considérablement changé en raison de l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun européen et, du côté du Canada, de la concentration

de plus en plus forte des échanges avec particulièrement les États-Unis, mais aussi les pays en bordure du Pacifique.

Les relations commerciales bilatérales sont considérées comme bonnes et le Royaume-Uni, qui est actuellement notre troisième marché en importance, restera un important partenaire économique et commercial du Canada. Les exportations du Royaume-Uni vers le Canada, en hausse de 42 %, se sont chiffrées à 3,3 milliards de dollars, celles du Canada vers le Royaume-Uni, en baisse de 5,7 %, à 2,3 milliards. Le Royaume-Uni est un marché important pour les matières premières et les produits ouvrés du Canada. Étant donné les liens qui existent déjà entre des sociétés et des organismes de recherche du Royaume-Uni et du Canada, les possibilités de collaboration et de coentreprises sont également présentes. On s'attend à ce que le volume des échanges bilatéraux continue d'augmenter au fur et à mesure de la reprise de l'économie du Royaume-Uni. Le Royaume-Uni est la deuxième source d'investissements étrangers au Canada.

## Italie

### Le Président du Conseil Bettino Craxi

M. Bettino Craxi est né à Milan le 24 février 1934. Chef du Parti socialiste italien (PSI) depuis 1976, il est devenu Président du Conseil des ministres à l'issue des élections de juin 1983 qui ont donné lieu à une coalition de cinq partis, soit le PSI, la Démocratie-Chrétienne, le premier parti italien, et trois autres partis plus petits. M. Craxi est associé au PSI depuis ses débuts en politique, en 1957. Il a été élu comme représentant pour la première fois en 1968 et il a été réélu quatre fois depuis.

M. Craxi en sera à sa troisième participation à un sommet économique. Il sera accompagné par le ministre des Affaires étrangères, M. Giulio Andreotti et le ministre du Trésor, M. Giovanni Goria. Son représentant personnel est M. Renato Ruggiero.

### **L'économie italienne**

Pour 1985, le gouvernement Craxi s'était fixé deux objectifs, soit contrôler l'inflation et réduire le déficit. L'inflation, qui atteignait un niveau de 20 % en 1982, était tombée à 8,6 % en 1984 et elle est demeurée à ce niveau tout au long de 1985. Ce taux reste encore supérieur à celui des autres pays européens. Le déficit budgétaire est resté élevé. Le déficit au compte courant est passé de 2,9 milliards \$ en 1984 à 5 milliards \$ en 1985, mais il devrait baisser un peu en 1986, en vertu des perspectives de hausse des exportations suite à la dévaluation de 8 % de la lire, effectuée l'an dernier. Néanmoins, le déficit au compte courant devrait être de l'ordre de 3 milliards \$ cette année.

Le gouvernement estime que le taux de chômage est demeuré au niveau de 11 % et il ne prévoit pas d'amélioration à court terme. La croissance du PIB atteignait 2,4 % en 1985 et la chute des prix du pétrole pourrait stimuler encore plus la croissance en 1986. À d'autres égards, 1985 s'est avéré une année relativement dynamique pour l'économie italienne. Les importations ont augmenté de près de 9 % et les exportations d'environ 8 %. L'investissement industriel en équipement et machinerie a atteint un niveau étonnant. Les estimations les plus récentes fixent le taux de croissance dans ce secteur à 11,3 % en 1985, comparativement à 9,5 % en 1984. Les investissements bruts en immobilisations ont augmenté de 4,5 % l'an dernier.

### **Les relations Canada – Italie**

Notre population compte plus de 700 000 Canadiens d'origine italienne, ce qui influence considérablement nos relations bilatérales par le biais de nombreux liens culturels et commerciaux.

En 1985, les exportations canadiennes en Italie se sont chiffrées à environ 550 millions \$, soit une baisse marginale par rapport aux 577 millions de 1984, pendant que nos importations passaient de 1,115 à 1,3 milliard \$. Les produits finis représentent seulement 15 % de nos ventes à l'Italie. Il y a toutefois une volonté mutuelle d'accroître nos échanges au niveau des produits de haute technologie, de favoriser

l'investissement, d'intensifier la coopération industrielle et d'encourager les entreprises conjointes. Par ailleurs, des accords bilatéraux ont été conclus ces dernières années dans les domaines de la culture, de la fiscalité et de la sécurité sociale.

### **Les communautés européennes (CE)**

#### **Jacques Delors, Président de la Commission des CE**

Jacques Delors (Français, né en 1925) est Président de la Commission des Communautés européennes depuis janvier 1985. Il a poursuivi plusieurs carrières: banquier, fonctionnaire, professeur et homme d'État. Il a été Ministre de l'Économie et des Finances de la France de 1981 à 1984.

En tant que Président de la Commission, M. Delors a, dans les limites de la compétence de la Communauté, maintenu un intérêt direct pour les affaires monétaires et pour la promotion de la libéralisation du mouvement des biens et des services à l'intérieur du marché commun (le but avoué étant d'éliminer tous les obstacles subsistants d'ici 1992) et au plan international. M. Delors s'est aussi grandement intéressé à la recherche et au développement en technologie de pointe, réclamant pour la Communauté des programmes nouveaux et plus ambitieux ainsi que des engagements financiers accrus. Il a activement participé au dernier effort de réforme institutionnelle de la CE, et est largement responsable des progrès réalisés au Sommet communautaire de Luxembourg, en décembre dernier.

#### **Premier ministre des Pays-Bas, Rudd F.M. Lubbers**

M. Lubbers, Premier ministre des Pays-Bas, assistera au Sommet du fait que son pays assure actuellement la présidence du Conseil des CE.

Né en 1939 à Rotterdam, M. Lubbers a une formation d'économiste. Il est membre du Parti chrétien démocrate (CDA). Il commença sa carrière dans l'entreprise familiale de machines-outils en 1963. Dans les années 60, il devint membre du Parti populaire catholique (intégré depuis 1977 au Parti chrétien démocrate). Il fut ministre des Affaires économiques de 1973 à 1977 puis leader du Parti chrétien démocrate au Parlement. Élu chef de ce parti en 1982 et

---

Premier ministre en novembre 1982, il devenait le plus jeune Chef de gouvernement de l'histoire néerlandaise.

Il sera accompagné de son ministre des Affaires étrangères, M. Hans Van Den Broek.

### **Relations Canada-Communautés européennes**

Les Communautés européennes (CE) regroupent trois communautés distinctes, soit la Communauté économique européenne (la CEE ou Marché commun), la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Ces trois communautés ont été créées en 1951 (CECA) et 1957 (CEE et Euratom) par les Six (France, Italie, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et RFA). Le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande s'y sont joints en 1973, suivis par la Grèce en 1981 et l'Espagne et le Portugal le 1<sup>er</sup> janvier 1986. Les échanges commerciaux des CE représentent le cinquième du commerce mondial (presque le tiers si l'on compte le commerce intra-communautaire), comparativement à une tranche d'environ 3,3% pour le Canada.

En 1985, les échanges commerciaux entre le Canada et les CE se sont chiffrés à \$16,9 milliards, une augmentation de 11,7% par rapport à 1984. Les CE constituent notre deuxième partenaire commercial au niveau mondial. L'année dernière, les exportations canadiennes vers ce marché ont baissé légèrement (de 5,1%) tandis que nos importations se sont accrues de 25,8%, résultant en un déficit de \$3,8 milliards. Cette nouvelle tendance vers les déficits commerciaux (\$1,3 milliard en 1984) fait contraste avec les surplus commerciaux traditionnels qui représentaient, en moyenne, \$1,3 milliard depuis 1974. En se fondant sur les statistiques pour l'année 1983, les CE demeurent notre deuxième plus grande source d'investissements (\$12 milliards) et le deuxième plus important marché pour les investissements canadiens à l'étranger (près de \$2 milliards).



# Tableaux économiques comparatifs

## Grands indices économiques — sept principaux pays industrialisés

Indicateurs économiques		CANADA	É.-U.	JAPON	FRANCE	R.F.A.	ITALIE	R.-U.
Croissance du PNB réel	1983	3,3	3,7	3,4	0,7	1,3	-0,4	3,0
	1984	5,0	6,8	5,0	1,6	2,7	2,6	2,8
	1985	4,0	2,5	4,5	1,1	2,4	3,3	3,3
	1986	3,7	2,8	3,7	2,1	3,4	2½	2,5
	1987	3,1	2,9	3,1	2,1	2,7	2,0	2,0
Taux de chômage	1983	11,9	9,6	2,7	8,6	8,1	9,9	12,1
	1984	11,3	7,5	2,7	10,1	8,1	10,4	12,6
	1985	10,6	7,2	2,7	10,8	8,2	10,6	13,1
	1986	10,1	6,8	3,0	11,0	7,7	11,0	12,9
	1987	9,9	6,6	3,1	11,1	7,6	11,0	12,9
Déflateur du *PNB (accroissement en PNB)	1983	5,3	3,8	0,8	9,5	3,2	15,0	5,3
	1984	2,8	4,1	1,3	7,1	1,9	10,7	4,1
	1985	3,4	3,3	1,7	5,9	2,1	9,0	5,0
	1986	4,2	3,5	1,2	4,6	2,3	7,3	4,5
	1987	3,3	3,2	1,4	3,3	2,1	7,2	4,3
Balance au compte courant (milliards \$ ÉU)	1983	1,4	-46,0	20,8	-4,7	4,1	0,8	3,2
	1984	2,0	-107,4	35,0	-0,8	6,3	-3,0	1,5
	1985	-0,8	-113,6	49,3	0,3	13,2	-3,8	4,6
	1986	-2,3	-119,4	66,0	6,2	21,1	-1,2	3,4
	1987	-2,8	-122,3	62,0	6,0	18,3	-2,8	-0,1
Balance fiscale générale du gouvernement (en % du PNB)	1983	-6,2	5,6	-5,7	-3,3	-2,0	-16,4	-3,2
	1984	-7,0	4,9	-5,4	-3,4	-1,8	-15,4	-3,2
	1985	-6,5	-5,9	-4,9	-3,2	-1,2	-16,1	-2,8
	1986	-4,8	-4,8	-4,8	-3,1	-1,0	-16,1	-3,2
	1987	-4,2	-3,8	-4,6	-3,0	-0,8	-15,7	-3,1

**Remarques:** Le PIB remplace le PNB dans le cas de la France, de l'Italie et du R.-U.  
Le taux de chômage se fonde sur les définitions nationales respectives, qui diffèrent quelque peu d'un pays à l'autre.  
La balance au compte courant englobe les transferts officiels.

**Source:** World Economic Outlook, février 1986.

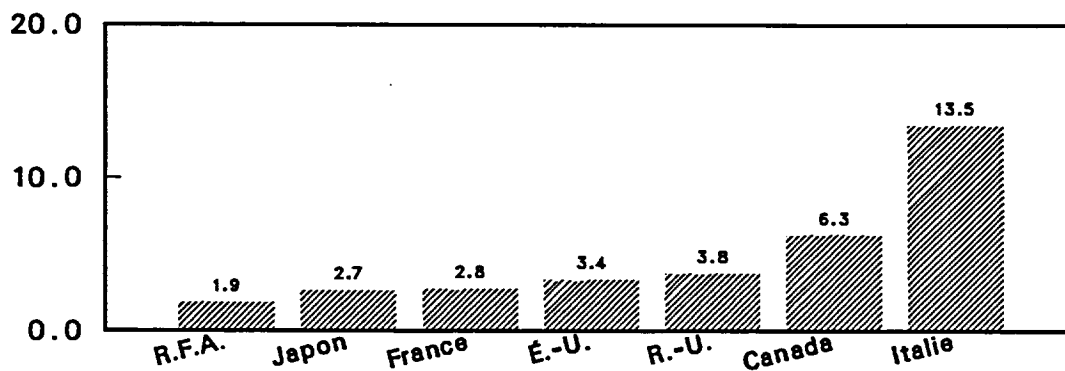
Indicateurs financiers		CANADA	É.-U.	JAPON	FRANCE	R.F.A.	ITALIE	R.-U.
<b>Taux d'intérêt</b>								
<b>Court terme</b>								
	Déc. 83	9,9	9,9	6,4	12,2	6,3	17,9	9,3
	Déc. 84	10,1	8,3	6,3	10,7	5,8	17,3	9,9
	Juin 85	9,7	7,7	6,3	10,3	5,6	14,8	12,4
	Sept. 85	9,0	7,9	6,3	9,4	4,7	14,4	11,5
	Févr., 86	12,1	7,8	5,9	8,9*	4,4	15,5*	12,3
<b>Long terme</b>								
	Déc. 83	12,0	12,0	7,5	14,0	8,4	17,7	19,9
	Déc. 84	11,7	11,6	6,4	12,7	7,2	14,5	10,3
	Juin 85	10,9	10,6	6,5	12,1	7,0	13,9	10,5
	Sept. 85	11,0	10,7	6,4	12,0	6,6	13,7	10,2
	Févr. 86	10,0	8,4	5,3	10,1	6,3	13,8	9,8
<b>IPC (var. en % d'une année sur l'autre)</b>								
	1983	5,8	3,8	0,8	9,5	3,4	15,0	5,3
	1984	4,0	4,1	1,3	7,1	1,3	10,7	4,1
	1985	3,4	3,3	1,7	5,9	2,1	9,0	5,0
	1986	4,2	3,5	1,2	4,6	2,3	7,3	4,5
<b>Taux de change en \$ ÉU.</b>								
	Déc. 83	,802	1	,0043	,119	,364	,00060	1,43
	Déc. 84	,757	1	,0040	,105	,322	,00052	1,19
	20 sept. 85	,727	1	,0042	,115	,351	,00052	1,37
	4 nov. 85	,730	1	,0048	,127	,358	,00057	1,44
	7 avril 86	,721	1	,0055	,131	,417	,00061	1,46
<b>Effectif (1971 = 100)</b>								
	83 (IV)	82,1	105,7	155,2	75,9	159,1	38,9	63,1
	84 (IV)	78,9	116,2	154,9	74,8	157,7	37,7	57,8
	85 (I)	77,7	122,0	151,4	74,8	157,1	37,4	55,7
	85 (II)	76,0	118,5	152,6	75,4	157,8	36,4	60,5
	85 (III)	75,5	113,0	156,8	76,6	160,1	35,3	62,5
	85 (IV)	73,1	106,4	176,5	78,1	163,5	35,3	60,7
	86 (I)	70,9	101,7	191,3	79,6	168,1	36,0	56,9

Source: Perspectives de l'économie mondiale, Morgan Guaranty, ministère des Finances.

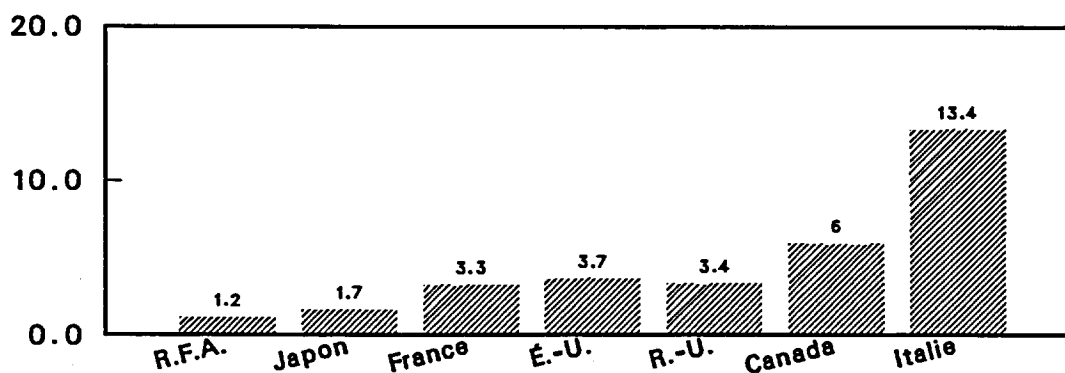
\* Janvier 1986

**Total des déficits budgétaires des administrations  
pourcentage du PNB/PIB**

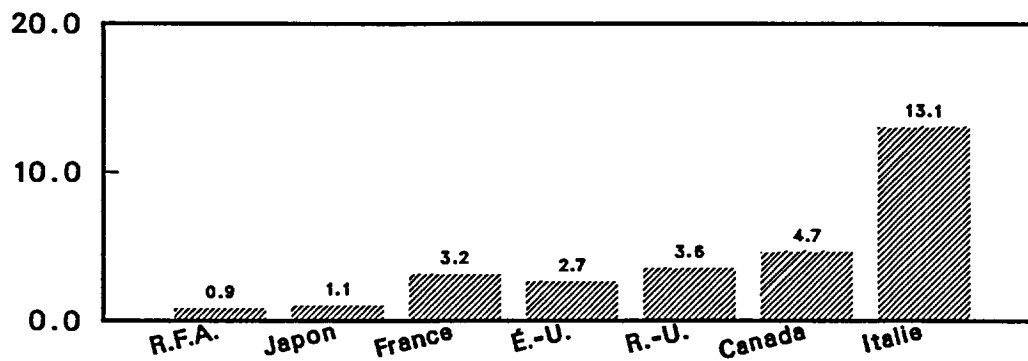
**1984**



**1985**

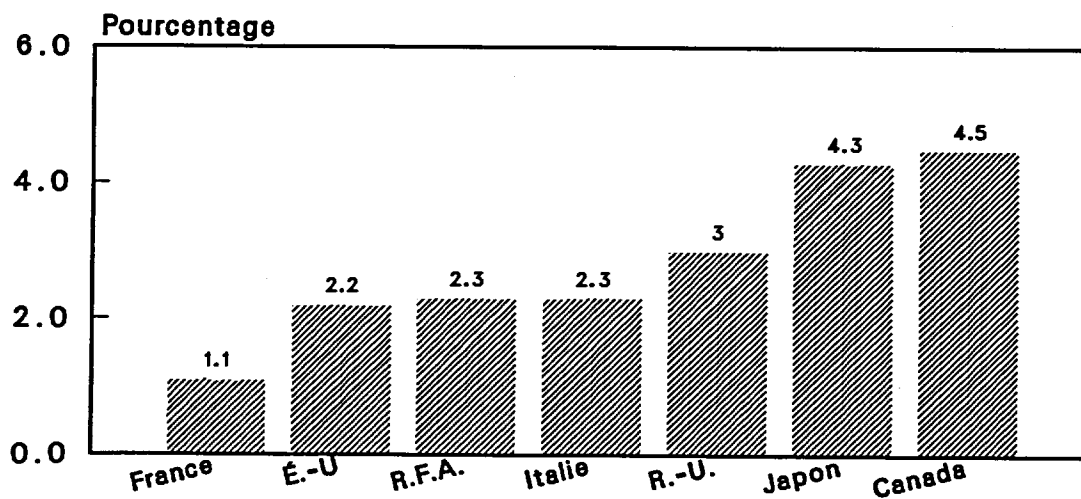


**1986**



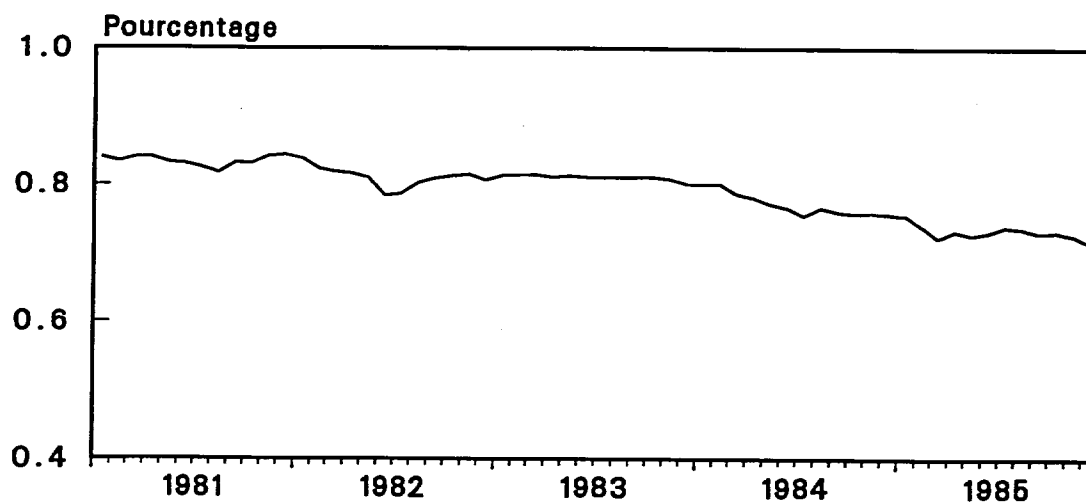
---

### Croissance du PNB/PIB réel: 1985



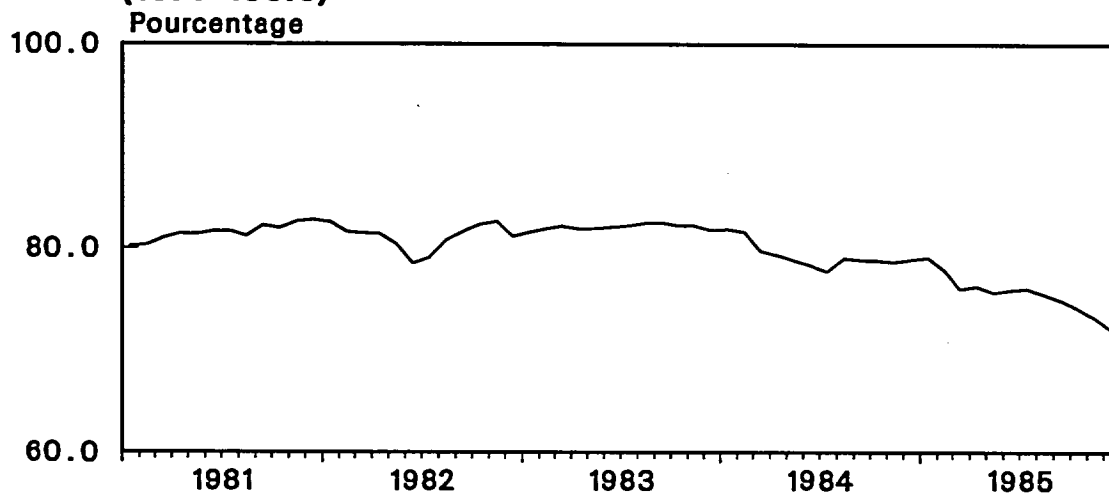
---

### Valeur du dollar canadien en devises américaines



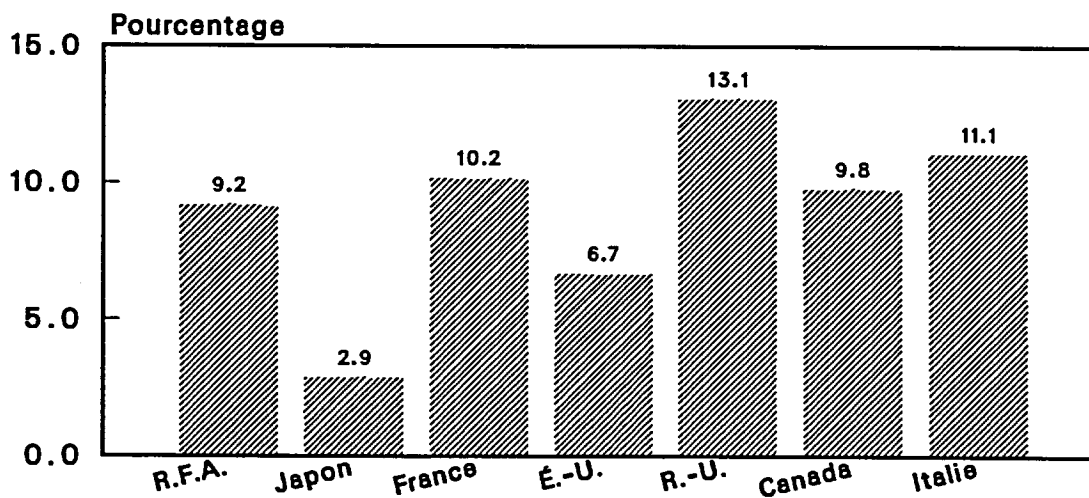
---

**Valeur du dollar canadien  
selon un indice pondéré du commerce  
(1971=100.0)**



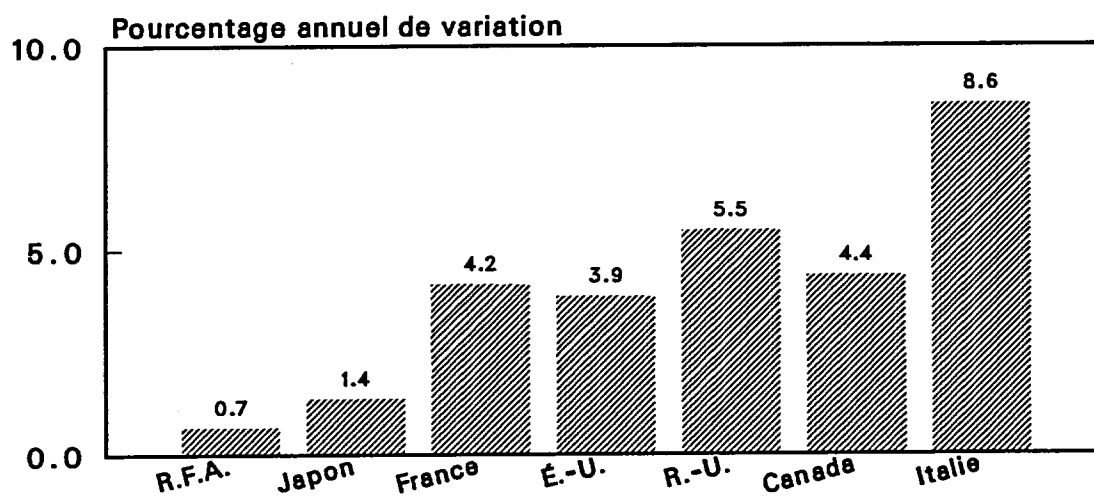
---

**Taux de chômage  
Janvier 1986**



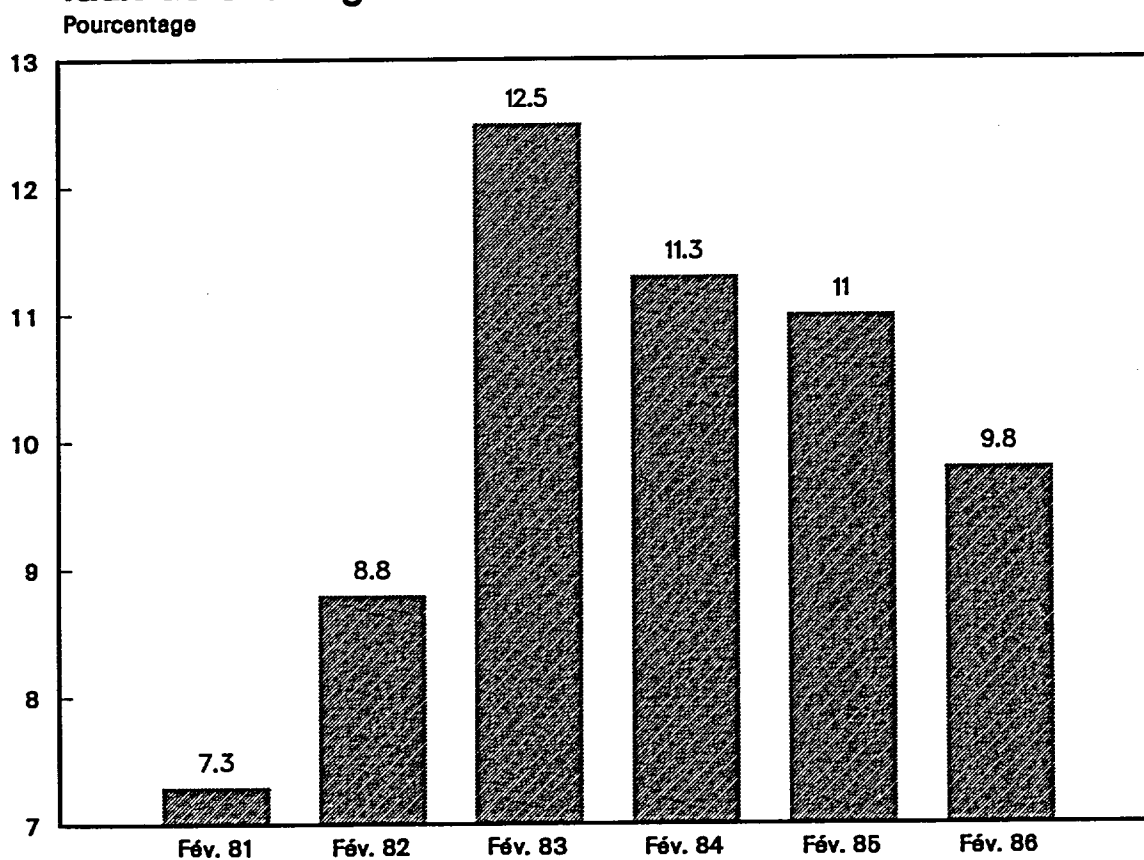
---

## Hausses des prix à la consommation Janvier 1986

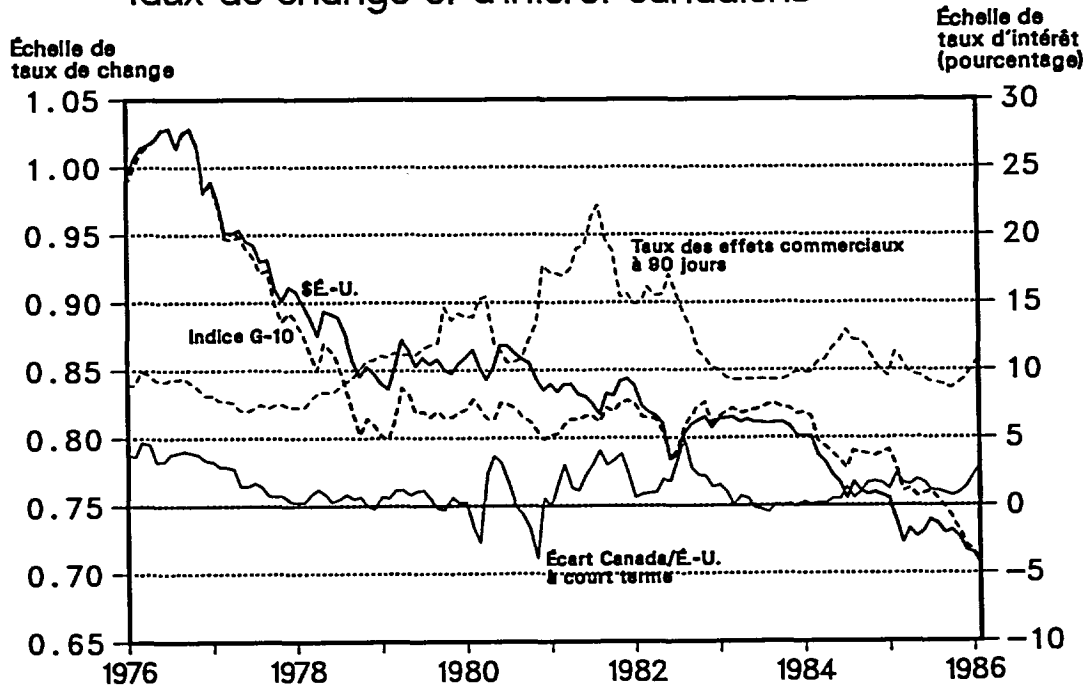


---

## Taux de chômage au Canada



## Taux de change et d'intérêt canadiens



Dernier relevé: le 28 janvier 1986.

---

# Institutions et organismes économiques internationaux

## **L'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**

L'OCDE a été fondée en 1961 pour remplacer l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) qui avait été créée en 1948 dans le cadre du plan Marshall. L'OCDE, dont le siège est à Paris, est un forum qui permet aux représentants des gouvernements des pays industrialisés de partager des données sur leurs économies respectives et de se consulter sur les approches à adopter à l'égard de questions internationales et économiques. On y discute également de questions sociales. Le Conseil de l'OCDE, composé des 24 États membres, dont le Canada, se réunit généralement une fois l'an au niveau ministériel. La dernière réunion a eu lieu les 17 et 18 avril 1986. Le secrétaire général est M. Jean-Claude Paye, de France.

## **La Banque mondiale**

La Banque mondiale regroupe trois organisations: la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), créée en 1945; l'Association internationale de développement (IDA); et la Société financière internationale (SFI). L'objectif de ces trois organismes est de permettre aux pays en développement de hausser leur niveau de vie, en canalisant les ressources financières mises à leur disposition par les pays développés.

Chaque État membre nomme un représentant au Conseil des gouverneurs (le plus souvent le ministre des Finances ou le gouverneur de la Banque centrale). Le Conseil se réunit habituellement une fois l'an. La Banque mondiale compte 148 États membres, dont le Canada. Le nouveau président est M. Barber Conable, qui remplacera M. William Clausen en juillet. La tradition veut que le président de la BIRD soit un Américain, tandis que le directeur général du FMI est un Européen.

## **Le Fonds monétaire international**

Le Fonds monétaire international (FMI) a été créé en décembre 1945. Il a pour but de promouvoir la coopération monétaire internationale, de faciliter l'expansion et la croissance équilibrée du commerce international et de favoriser la stabilité du cours des devises. Le FMI offre une aide financière aux pays membres qui éprouvent des difficultés concernant la balance des paiements et les aide à améliorer leur

gestion économique. Il supervise également le fonctionnement du système monétaire international.

Le Comité intérimaire du Conseil des gouverneurs, créé en 1974, se réunit généralement deux fois l'an. Il se compose de 22 membres représentant les mêmes pays ou groupes de pays qui composent le Conseil d'administration. Le Comité du développement (Comité ministériel mixte des Conseils des gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds pour le transfert des ressources réelles aux pays en développement) a également été mis sur pied en 1974 et doté d'une structure similaire à celle du Comité intérimaire; son rôle consiste à examiner les questions relatives aux politiques de développement ainsi que les besoins financiers. Le FMI compte 148 pays membres, dont le Canada. Son directeur général est M. Jacques de Larosière, de France.

## **Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)**

Le GATT est un accord commercial multilatéral en vigueur depuis 1948. Il s'agit d'un mécanisme international qui fixe des règles commerciales acceptées par les pays responsables de la majeure partie du commerce mondial. Le Secrétariat du GATT se trouve au siège des Nations Unies à Genève. L'objectif premier du GATT est de libéraliser le commerce mondial. Sept séries d'entretiens (négociations commerciales multilatérales) ont déjà eu lieu dans le cadre du GATT. À la fin de 1985, les parties contractantes du GATT ont convenu à l'unanimité d'entamer une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, probablement à l'issue d'une réunion des ministres l'automne prochain. Le GATT compte 90 États membres, dont le Canada. Son directeur général est M. Arthur Dunkel, de nationalité suisse.

## **Le Groupe des cinq (G-5)**

Le «Groupe des cinq» (ou G-5) est un groupe informel composé des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et du Japon. Le Groupe se réunit périodiquement depuis le début des années 1970, où il a discuté de questions concernant le fonctionnement du système monétaire international. Ces dernières années, le Groupe a élargi l'éventail des questions économiques qu'il examine.



---

### **Le Groupe des dix (G-10)**

Le «Groupe des dix» (ou G-10) se compose des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales de dix des pays membres du Fonds monétaire international, à savoir la Belgique, le Canada, la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis, plus un onzième membre, la Suisse. Le Groupe s'est réuni pour la première fois en 1963 pour examiner les problèmes fondamentaux du système monétaire international, notamment les liquidités, l'accroissement des réserves du FMI et le réajustement du cours des devises. Le président du Groupe est M. Herman Ruding, ministre des Finances des Pays-Bas.

### **Le Groupe des vingt-quatre (G-24)**

Le «Groupe des vingt-quatre» (ou G-24) a été formé en 1971 pour doter les pays en développement membres du FMI d'un organisme parallèle au Groupe des dix, lui-même composé de pays industrialisés. Le Groupe des vingt-quatre constitue le comité directeur d'un groupe beaucoup plus vaste qui comprend environ 125 nations en développement. Il représente ces pays relativement aux questions monétaires et commerciales internationales. Ses membres sont les représentants de huit pays d'Asie, de huit pays d'Afrique et de huit pays d'Amérique latine. Son président est M. Tesfaye Dinka, ministre des Finances de l'Éthiopie.

---

# Déclaration économique de Bonn vers une croissance soutenue et plus d'emplois

Le 4 mai 1985

Conscients des responsabilités qui sont les nôtres, conjointement avec d'autres gouvernements, en ce qui concerne l'avenir de l'économie mondiale et la préservation des ressources naturelles, nous, Chefs d'État ou de Gouvernement des sept plus importantes nations industrialisées ainsi que le Président de la Commission des Communautés européennes, réunis à Bonn du 2 au 4 mai 1985, avons discuté de la situation, des problèmes et perspectives économiques pour nos pays et pour le monde.

Les conditions économiques mondiales sont meilleures qu'elles ne l'ont été depuis de nombreuses années. Depuis que nous nous sommes rencontrés la dernière fois, de nouveaux progrès ont été réalisés en matière de réduction de l'inflation et de renforcement des bases de la croissance. La reprise dans les pays industrialisés a commencé à s'étendre au monde en développement. Les problèmes de l'endettement des pays en développement, bien que loin d'être résolus, font l'objet d'un traitement souple et efficace.

Néanmoins, nos pays doivent encore relever d'importants défis. Nous devons surtout:

- renforcer la capacité de nos économies à s'adapter aux mutations,
- accroître les possibilités d'emploi,
- réduire les inégalités sociales,
- corriger les déséquilibres économiques persistants,
- mettre fin au protectionnisme,
- améliorer la stabilité du Système Monétaire International.

Nos discussions sur ces défis nous ont conduits aux conclusions suivantes:

- (a) Poursuivre sans relâche chacun dans nos pays et ensemble en coopération des politiques conduisant à une croissance soutenue et à davantage d'emplois constitue la meilleure contribution à une prospérité nouvelle, durable et partagée par toutes les nations.
- (b) La prospérité des pays développés est de plus en plus liée à celle des pays en développement. Nous continuerons à travailler avec ces pays dans un esprit de véritable coopération.

- (c) Un commerce multilatéral ouvert est essentiel à la prospérité générale et nous préconisons une réduction rapide et importante des barrières commerciales.
- (d) Nous cherchons également à rendre le fonctionnement du Système Monétaire International plus stable et plus efficace.
- (e) Le progrès économique et la préservation de l'environnement naturel sont des objectifs nécessaires et qui se renforcent mutuellement. Une protection efficace de l'environnement est un élément central de nos politiques nationale et internationale.

## Croissance et emploi

Afin de maintenir une croissance non-inflationniste et d'améliorer l'emploi, nous sommes convenus de:

consolider et développer les progrès réalisés en matière de réduction de l'inflation,

suivre une discipline monétaire et budgétaire prudente, et si nécessaire renforcée, en vue de parvenir à des prix stables, à une baisse des taux d'intérêt et à une augmentation des investissements productifs. Chacun de nos pays exercera un contrôle strict sur les dépenses publiques afin de réduire les déficits budgétaires lorsqu'ils sont excessifs et, si besoin est, la part des dépenses publiques dans le PNB,

nous employer à supprimer les obstacles à la croissance et encourager l'initiative et l'esprit d'entreprise de manière à libérer les énergies créatrices de nos peuples tout en maintenant des politiques sociales appropriées pour les plus défavorisés,

promouvoir une plus grande souplesse et capacité de réponse de tous les marchés, notamment du marché du travail

développer la formation destinée à améliorer la qualification professionnelle notamment des jeunes,

exploiter au mieux les chances de prospérité et de création d'emplois permanents engendrées par les mutations économiques et le progrès technologique.

---

Se fondant sur ces principes communs chacun d'entre nous a précisé les priorités spécifiques de sa politique nationale.

Le Président des États-Unis estime essentiel de réaliser rapidement une réduction appréciable des dépenses publiques et donc une réduction substantielle du déficit budgétaire. Il insiste également sur la nécessité de poursuivre la «déréglementation» et de mettre en œuvre une réforme fiscale ayant pour qualité l'encouragement dans l'utilisation efficace des ressources et la promotion de l'épargne et de l'investissement.

Le Président de la République française souligne la nécessité de continuer à réduire l'inflation, de moderniser les moyens de production, d'améliorer l'emploi, de contrôler la dépense publique, et de lutter contre les inégalités sociales. Dans cette perspective il attache la plus grande priorité à l'Éducation, la Recherche et l'Investissement dans la haute-technologie en vue de soutenir la croissance.

Le Gouvernement du Royaume-Uni continuera d'œuvrer pour réduire l'inflation et pour créer les conditions d'une croissance soutenue. Il continuera de conserver les dépenses publiques sous un contrôle strict et de maintenir la discipline monétaire. Il encouragera le développement des petites et moyennes entreprises, ainsi que les industries dans les technologies de pointe et encouragera l'initiative et l'esprit d'entreprise et la création de nouveaux emplois.

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne attache une grande priorité à renforcer la flexibilité et la vigueur de l'économie en vue de réaliser une amélioration durable de la croissance et de créer de nouveaux emplois. Les petites et moyennes entreprises devraient être particulièrement encouragées ainsi que les hautes technologies. Il continuera à réduire le poids du secteur public sur l'économie, le déficit budgétaire et le poids de la fiscalité.

Le Gouvernement du Japon estime essentiel de continuer sa politique de discipline budgétaire et d'appui aux mécanismes du marché, en vue notamment de promouvoir l'investissement. Son

intention est de réaliser de nouveaux progrès en «déréglementant» les marchés financiers, en développant le rôle international du Yen, en facilitant l'accès à ses marchés et en encourageant la croissance des importations.

Le Gouvernement italien donne la priorité à une nouvelle réduction de l'inflation et du déficit budgétaire tout en soutenant la croissance et l'investissement. Un accent particulier sera mis sur les incitations à la création de petites et moyennes industries afin de promouvoir l'emploi surtout pour les jeunes.

Le Gouvernement du Canada se concentrera sur l'encouragement des investissements et la création d'emplois dans le secteur privé, la suppression des obstacles à une croissance non-inflationniste soutenue, la réduction du déficit budgétaire et la limitation des dépenses publiques. Il encouragera les activités d'entreprise en mettant l'accent sur le secteur des petites et moyennes entreprises.

La Commission des Communautés européennes attache une grande priorité à l'établissement d'un véritable marché intérieur sans barrière, qui éliminera les rigidités et engendrera une nouvelle croissance économique à l'échelle de la Communauté. Un système monétaire européen renforcé et une convergence économique plus étroite contribueront à cette fin.

En poursuivant ces politiques nous ne traiterons pas seulement nos problèmes internes mais nous contribuerons également à une croissance durable de l'économie mondiale et à une expansion plus équilibrée du commerce international.

### **Relations avec les pays en développement**

Une croissance soutenue de commerce mondial, des taux d'intérêt moins élevés, des marchés ouverts et un financement continu à des montants et à des conditions adaptés à chaque cas individuel, sont essentiels pour permettre aux pays en développement de parvenir à une croissance saine et de surmonter leurs difficultés économiques et financières. Les flux de ressources, y compris l'aide publique au développement, devraient être maintenus et si possible augmen-

---

tés spécialement en ce qui concerne les pays les plus pauvres. En particulier, un financement à long terme plus stable, tels que des investissements directs de la part des pays industrialisés, devrait être encouragé. Nous nous félicitons des accords de restructuration des dettes à long terme entre pays débiteurs et banques commerciales. Nous demeurons disposés, si besoin est, à négocier de nouveaux rééchelonnements pluri-annuels des dettes dues aux gouvernements et organismes gouvernementaux.

Nous nous félicitons du dialogue constructif avec les pays en développement au sein des institutions internationales existantes en vue de promouvoir le développement économique de ces pays et par conséquent leur stabilité sociale et politique. Nous soulignons le rôle essentiel et l'amélioration de la coopération entre le Fonds Monétaire International et le groupe de la Banque mondiale dans le soutien qu'ils apportent aux politiques que doivent nécessairement mener les pays débiteurs pour renforcer la confiance des créanciers et investisseurs nationaux et étrangers, pour mobiliser l'épargne interne et pour assurer une utilisation efficace des ressources et un développement à long terme sain. Nous sommes d'accord pour faire en sorte que ces institutions soient dotées des ressources et instruments nécessaires et nous sommes disposés à discuter d'une augmentation des ressources de la Banque mondiale qui peut se révéler nécessaire dans les années à venir. Nous sommes par ailleurs préoccupés par les problèmes particuliers des pays en développement qui ne sont ni parmi les plus pauvres ni parmi les plus endettés. Nous sommes convenus que cas par cas, des allègements des contraintes financières de ces pays devraient être considérés.

Nous sommes profondément préoccupés par la situation critique des populations africaines qui souffrent de la famine et de la sécheresse. Nous nous félicitons de la réponse positive donnée par nos citoyens et par des organismes privés ainsi que de l'assistance importante fournie par les Gouvernements de nombreux pays et de la création par la Banque Mondiale d'un Fonds Spécial pour l'Afrique sud-saharienne. Nous continuerons à fournir une aide alimentaire d'urgence. En outre, nous intensifierons notre coopération avec les pays africains pour les aider à exploiter leur potentiel économique et à développer

une stratégie alimentaire à long terme fondée sur leurs propres programmes agricoles. Nous sommes disposés à favoriser l'augmentation de la production alimentaire en fournissant des intrants agricoles tels que semences, pesticides et engrais, dans le cadre de projets de développement agricole. Nous sommes convenus de la nécessité d'améliorer les systèmes d'alerte existants et les dispositions en matière de transport. Les obstacles politiques dans les pays concernés ne doivent pas entraver la distribution des denrées alimentaires à ceux qui ont faim. Nous soulignons la nécessité d'examiner la création d'un réseau de recherche sur les céréales des zones sèches. Nous renforcerons notre coopération avec les pays africains dans la lutte contre la désertification. Il est nécessaire que les pays en mesure d'apporter une contribution à tout ou partie de cette entreprise poursuivent leurs efforts. Nous invitons l'Union Soviétique et les autres pays communistes à assumer leurs responsabilités à cet égard. Nous avons constitué un groupe d'experts qui devra préparer des propositions de mise en œuvre dont ils feront rapport aux Ministres des Affaires étrangères en septembre 1985.

### **Système commercial multilatéral et Système monétaire International**

Le protectionnisme ne résout pas les problèmes; il les crée. Il est essentiel de réaliser des progrès tangibles dans l'assouplissement et le démantèlement des restrictions commerciales existantes. Nous avons besoin de nouvelles initiatives pour renforcer le système commercial multilatéral ouvert. Nous souscrivons pleinement à l'accord intervenu au Conseil Ministériel de l'OCDE aux termes duquel un nouveau round au sein du GATT devrait commencer dès que possible. La plupart d'entre nous pensent que cela devrait être en 1986. Nous sommes convenus qu'il serait utile qu'une réunion préparatoire de hauts fonctionnaires ait lieu au GATT avant la fin de l'été, afin de parvenir à un large consensus sur les thèmes et les modalités de telles négociations. Nous sommes également convenus que la participation active d'un nombre important de pays développés et en développement à de telles négociations est essentielle. Nous veillerons à ce que la négociation porte sur un paquet équilibré

---

Il est également essentiel d'améliorer le fonctionnement du système monétaire international. Nous prenons acte que les Ministres des Finances du Groupe des Dix, à leur réunion de Tokyo en juin, ont l'intention d'achever leurs travaux en cours pour améliorer le fonctionnement du système monétaire et de faire des propositions qui seront discutées à la prochaine réunion du Comité intérimaire du FMI à Séoul en octobre, en vue de rendre le système monétaire international plus stable et plus efficace.

### **Politique de l'Environnement**

De nouvelles méthodes et une coopération internationale renforcée sont essentielles si l'on veut prévenir et empêcher les dommages causés à l'environnement, qui ne connaît pas les frontières des nations.

Nous coopérons en vue de résoudre les problèmes aigus d'environnement tels que les pluies acides et la pollution atmosphérique par les véhicules à moteur et toute autre source significative. Nous visons également d'autres sujets de préoccupation tels que les changements climatiques, la protection de la couche d'ozone et le traitement des déchets chimiques, toxiques et des déchets dangereux.

La protection des sols, de l'eau douce et de la mer, en particulier des mers régionales doit être renforcée.

Nous utiliserons à la fois les mécanismes de la vigilance gouvernementale et les disciplines du marché pour résoudre les problèmes d'environnement. Nous appliquerons le principe du «pollueur payeur» de manière plus générale. La science et la technologie doivent contribuer à concilier la protection de l'environnement et la croissance économique.

Il est essentiel d'améliorer et d'harmoniser au plan international les techniques de mesure de l'environnement. Nous invitons les experts du Groupe de travail Technologie, Croissance et Emploi à consulter les instances internationales appropriées sur les moyens les plus efficaces de parvenir à un progrès dans ce domaine.

### **Coopération scientifique et technologique**

Nous sommes convaincus que la coopération internationale en matière de recherche et de technologie dans les projets essentiels doit être renforcée pour valoriser au maximum notre potentiel scientifique. Nous reconnaissons que de tels projets exigent un partage approprié des participations et des responsabilités, ainsi que des règles adéquates pour l'accès aux résultats, les transferts de technologie et l'utilisation des technologies concernées.

Nous nous félicitons des réponses positives des gouvernements des États membres de l'Agence Spatiale Européenne (ASE), du Canada et du Japon à l'invitation du Président des États-Unis de coopérer au programme d'une station spatiale américaine habitée, sur la base d'une coopération véritable et d'un échange équitable et approprié d'informations, d'expériences et de technologie. Des discussions sur la coopération intergouvernementale en matière de développement et d'utilisation des stations spatiales habitées de façon permanente commenceront incessamment. Nous nous félicitons également des conclusions du Conseil de l'ASE sur la nécessité pour l'Europe de maintenir et d'accroître sa capacité autonome en matière d'activités spatiales et sur le programme spatial européen à long terme avec ses objectifs.

Nous approuvons le rapport du groupe Technologie, Croissance, Emploi sur les travaux effectués dans les dix-huit domaines de coopération et invitons le groupe à achever sa tâche d'ici la fin de l'année. Nous nous félicitons de la contribution positive que la Conférence Ministérielle de Venise sur la Technologie, le Développement et l'Emploi a apportée dans le sens d'une meilleure compréhension du rôle des changements technologiques au service de la croissance et de l'emploi. Nous approuvons aussi les résultats de la Conférence de Rambouillet sur la Bioéthique et nous remercions la République fédérale d'Allemagne de sa disponibilité à accueillir un symposium sur la neurobiologie en 1986.

Nous sommes convenus de nous rencontrer l'année prochaine et avons accepté l'invitation du Premier Ministre japonais à nous rendre au Japon.

---

# Déclaration politique faite à l'occasion du 40<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale

Le 3 mai 1985

Les chefs d'État ou de gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, de la République française, de la République italienne, du Japon, du Canada, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique ainsi que le Président de la Commission de la Communauté européenne réunis à Bonn à la veille du 40<sup>ème</sup> anniversaire de la Seconde Guerre mondiale évoquent avec douleur la mémoire de tous ceux qui, à l'époque, sont morts du fait de la guerre ou ont été victimes de l'inhumanité, de la répression et de la tyrannie. Nous reconnaissons que nous sommes redevables à leur souvenir et aux générations suivantes du maintien de la paix, de la liberté et de la justice dans nos pays et dans le monde.

Nous avons tiré les leçons de l'histoire. La fin de la guerre a été en même temps un nouveau commencement. Lorsque les canons se sont tus, nous nous sommes consacrés au renouveau spirituel et moral et à la reconstruction matérielle. Nous avons surmonté les hostilités qui nous avaient divisés jadis et avons engagé, sur la base de valeurs communes, un processus de réconciliation et de coopération entre nous. Dans l'esprit de l'amitié pacifique, sûre et durable qui nous unit, nous partageons dans tous nos pays le même attachement à la liberté, aux principes démocratiques et aux droits de l'homme. Nous sommes fiers de ce que les gouvernements de nos pays tirent leur légitimité de la volonté exprimée par nos peuples dans des élections libres. Nous sommes fiers de ce que nos peuples soient libres de dire et d'écrire ce qu'ils veulent, de pratiquer la religion qu'ils professent et de voyager où ils le désirent. Nous sommes fidèles à notre engagement de garantir une forme de société dans laquelle l'initiative et l'esprit d'entreprise de chacun puissent se développer et dans laquelle les idéaux de justice sociale puissent être réalisés, les obligations et les droits respectés.

Nous reconnaissons que nous pouvons atteindre ces objectifs et tout à la fois saisir les possibilités et répondre aux défis du changement technologique et industriel de façon plus efficace en coopérant plutôt qu'en agissant isolément. En Europe, la Communauté

qui incarne la réconciliation et les buts communs est en croissance aussi bien quant au nombre de ses membres que quant à sa force et à sa prospérité. Les nations de la région dynamique du Pacifique se rapprochent toujours plus étroitement. La coopération entre l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon est une garantie de paix et de stabilité dans le monde.

D'autres nations qui ont partagé avec nous les souffrances de la Seconde Guerre mondiale sont séparées de nous par des systèmes politiques fondamentalement différents. Nous déplorons la division de l'Europe. Attachés aux idéaux de paix, de liberté et de démocratie, nous recherchons par des moyens pacifiques à abaisser les barrières qui ont été érigées en Europe. Nous estimons que le processus de la C.S.C.E., porteur d'espoirs d'amélioration dans le domaine des droits de l'homme, offre une possibilité de renforcer la confiance, la coopération et la sécurité en Europe. Considérant la situation de paix et d'amitié à laquelle nous sommes parvenus entre nous quarante ans après la fin de la guerre, nous rappelons que nous aspirons à un état de paix en Europe dans lequel le peuple allemand recouvrera son unité par libre autodétermination. Nous espérons fermement qu'il sera créé en Asie une situation politique qui permette aux parties de surmonter dans la liberté la division de la péninsule de Corée.

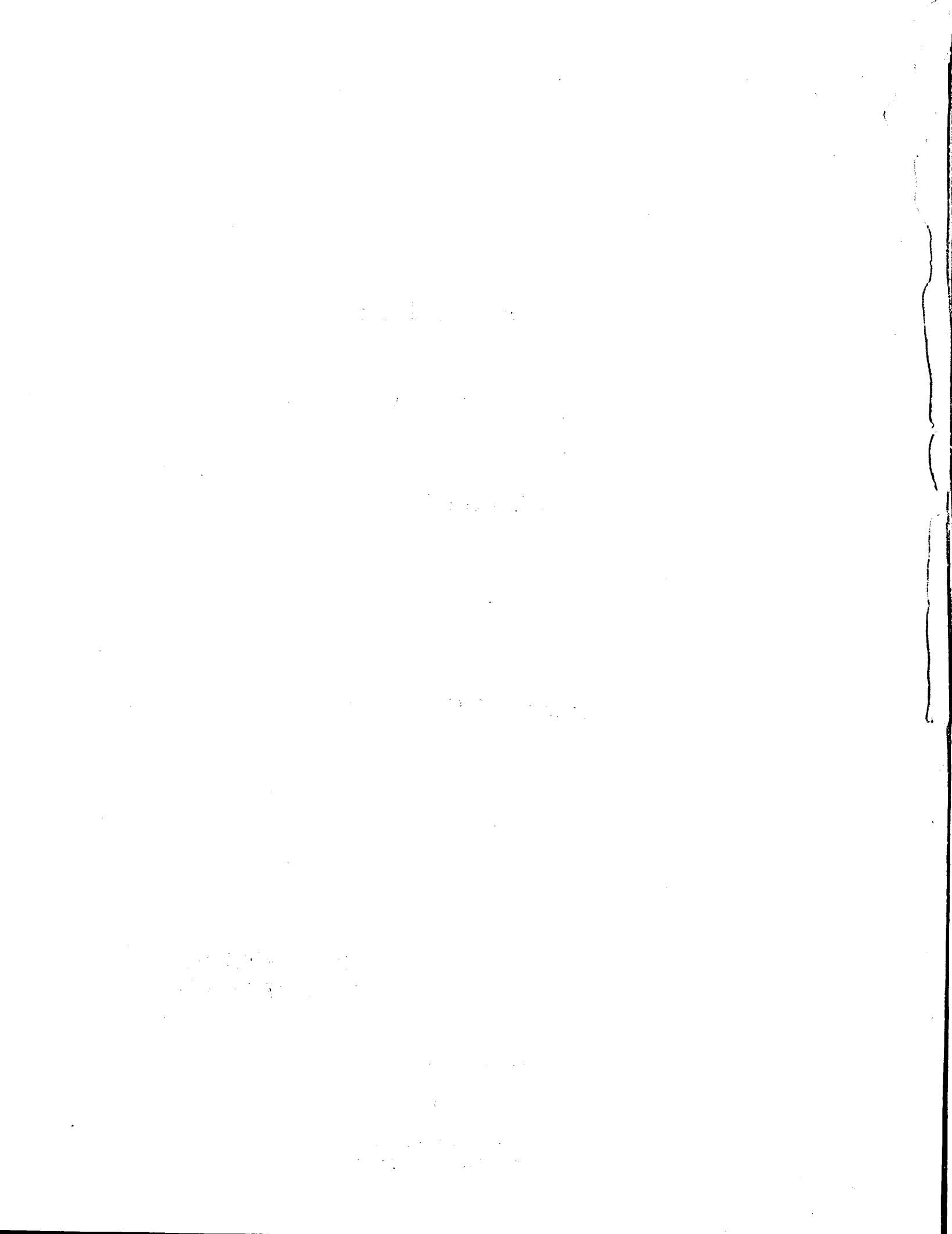
Conformément à la Charte des Nations Unies, tous les pays ont conjointement la responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales et de s'abstenir à cette fin de recourir à la menace ou à l'emploi de la force. Nous sommes décidés pour notre part à sauvegarder la paix tout en protégeant nos libertés démocratiques. Chacun de nous s'emploiera à maintenir et à renforcer un équilibre militaire stable des forces au niveau le plus bas possible, sans rechercher la supériorité pour nous-mêmes ni négliger notre défense. Nous sommes prêts à mener un dialogue à l'échelon élevé sur les divergences profondes qui séparent l'Est et l'Ouest. Nous appuyons énergiquement les efforts visant à consolider la paix et à renforcer la dissuasion, en négociant d'importantes réductions des arsenaux actuels d'armes nucléaires, en limitant les armements conventionnels, en interdisant les armes chimiques et en atténuant les risques de conflit. Nous nous félicitons de l'ouverture des négoc-

---

ciations à Genève. Nous apprécions les propositions positives des États-Unis d'Amérique. Nous demandons instamment à l'Union soviétique d'adopter une attitude positive et constructive afin que des accords importants puissent être conclus.

Nous continuerons à travailler avec les pays en développement pour les aider à lutter contre la faim et la maladie, à construire des sociétés libres et prospères et à occuper la place qui leur revient dans la communauté des nations qui adhèrent à la paix et à la liberté. Nous respectons le non-alignement authentique qui est une contribution importante à la sécurité et à la paix internationales.

Au moment où nous évoquons les terribles souffrances de la Seconde Guerre mondiale et l'expérience commune de 40 années de paix et de liberté, nous nous engageons à nouveau, nous-mêmes et nos États, à créer un monde dans lequel tous les peuples bénéficient des bienfaits de la paix, de la liberté et de la justice, à l'abri de l'oppression, de la peur et de la misère; un monde où l'individu puisse assumer ses responsabilités envers lui-même, sa famille et sa communauté; un monde dans lequel toutes les nations, grandes et petites, puissent se consacrer en commun à la création d'un meilleur avenir pour l'humanité tout entière.





doc  
CA1  
EA77  
86T54  
EXF

---

# The Tokyo Economic Summit

---

May 4-6, 1986



CANADA

東京

---

.b2107053 (E)  
.b2107041 (F)

# The Tokyo Economic Summit

May 4-6, 1986

43-212-585 / 43-245-818.



Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

MAY 6 1986

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



External Affairs  
Canada

Affaires extérieures  
Canada

---

# Table of Contents

---

<b>1</b>	The Right Honourable Brian Mulroney, Prime Minister of Canada
<b>2</b>	The Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs
<b>3</b>	The Honourable Michael Wilson, Minister of Finance
<b>4</b>	Economic Summitry
<b>6</b>	An Overview of Economic Summits
<b>8</b>	International Monetary Issues
<b>9</b>	International Debt and Financial Situation
<b>10</b>	New Round of Multilateral Trade Negotiations
<b>11</b>	North-South Relations
<b>11</b>	Developments in International Petroleum Markets
<b>12</b>	Political Issues
<b>12</b>	Other Issues
<b>13</b>	Current Economic Situation in Canada
<b>14</b>	Summit Countries
	Japan
	United States of America
	Federal Republic of Germany
	France
	United Kingdom
	Italy
	European Communities
<b>21</b>	Comparative Economic Charts
<b>28</b>	International Economic Organizations and Institutions; Who's Who
<b>30</b>	The Bonn Economic Declaration Towards Sustained Growth and Higher Employment, May 4, 1985
<b>34</b>	Political Declaration on the Fortieth Anniversary of the End of the Second World War, May 3, 1985

---

---

## The Right Honourable Brian Mulroney, Prime Minister of Canada



Born March 20, 1939 in Baie Comeau, Quebec, Mr. Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

He holds a B.A. (Honours) in Political Science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia and a Bachelor of Law degree from Laval University, Quebec City.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Canada.

He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983 in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

He won the riding of Manicouagan, Quebec in the General Election of 1984 and led his Party to the largest majority in Canadian Parliamentary history.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May, 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry. In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party of Canada.

Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.

He has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children.

---

## The Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs



Born in High River, Alberta on June 5, 1939, Mr. Clark is a former Prime Minister and Party Leader.

Mr. Clark holds a B.A. in History and an M.A. in Political Science from the University of Alberta as well as an Honorary Doctor of Laws from the University of New Brunswick.

A former journalist and political advisor, Mr. Clark was first elected to the House of Commons in the general election of 1972. He was elected Leader of the Progressive Conservative Party on February 22, 1976. He was sworn in as Prime Minister on June 4, 1979 following the May 22 general election. His government was defeated at the polls on February 18, 1980. Mr. Clark was succeeded as Party Leader by Brian Mulroney on June 11, 1983.

In 1983, he undertook responsibility on behalf of the PC Party to study the issues of arms control and disarmament. His other Caucus responsibilities have included chairperson of the Caucus committee on Environment.

Mr. Clark also served as executive assistant to former Party Leader Robert Stanfield; special assistant to the Honourable Davie Fulton; director of provincial organization for Alberta PC Leader Peter Lougheed (1966-67); national president of PC Student Federation; private secretary to then Alberta PC Leader W.J.C. Kirby (1959).

Mr. Clark and his colleague, the Honourable Michael Wilson, Minister of Finance, co-chaired the 1985 meeting of Council at the Ministerial level of the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD).

---

## The Honourable Michael Wilson, Minister of Finance



Mr. Wilson was born in Toronto in 1937.

Educated at Upper Canada College and a graduate of the University of Toronto, he is a former executive vice-president of the Canadian investment firm Dominion Securities.

First elected to the House of Commons in May 1979, Michael Wilson was appointed Minister of State for International Trade on June 4 of that year.

Re-elected to Parliament on February 18, 1980 he subsequently served as Party spokesperson for a number of portfolios including: Industry, Trade and Commerce; Energy; Finance and Regional Industrial Expansion.

In 1983 he was a candidate for the leadership of the federal PC Party.

Mr. Wilson has served as a member of the Caucus Priorities and Planning Committee; as chairperson of the Caucus committee for Economic Development and Job Creation; and as a member of Mr. Mulroney's Council of Economic Advisors.

Mr. Wilson's community service has included serving as chairperson of the Canadian Cancer Society (Ontario) and president of the Society's Toronto district; vice-chairperson of the Canadian Club; and member of the Board of Directors of Dellcrest Children's Centre.

Mr. Wilson and his colleague, the Right Honourable Joe Clark, Secretary of State for External Affairs, co-chaired the 1985 meeting of Council at the Ministerial level of the Organization of Economic Cooperation and Development (OECD).

---

# Economic Summitry

## The Road from Bonn to Tokyo

The annual meetings of leaders from the seven major industrialized democracies and the European Community are the most visible element of a broader, complex process of international consultation and cooperation in the management of the world economy. The Summits are closely linked to work done in other international forums including the International Monetary Fund (IMF), the World Bank, the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) and the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). These institutions are the means by which governments seek to manage an increasingly interdependent world economy. The "road map" of the international economic issues from last year's Bonn Summit to Tokyo is defined by the major meetings of these international economic institutions:

- Special Session of GATT Contracting Parties, Geneva, (September 30, 1985);
- Commonwealth Finance Ministers' Meeting, Maldives, (October 1-2, 1985);
- IMF/World Bank Annual Meetings, Seoul, (October 7-8, 1985);
- Annual Session of GATT Contracting Parties, Geneva, (November 25, 1985);
- IMF/World Bank Spring Meetings, Washington (April 9-11, 1986);
- OECD Ministerial Meeting, Paris, (April 17-18, 1986).

The main issues on the Summit agenda are also reviewed at several advance meetings of the personal representatives of Summit leaders (the "sherpas"). While the Summits are intended to allow leaders to exchange views in informal, relatively unstructured meetings, the sherpas, at their preparatory meetings, seek out areas of agreement which may form the elements of a Summit consensus approach on the main issues.

## Developments Since the Bonn Summit

A consensus did not emerge from the Bonn Summit on how the major industrial nations should coordinate their macroeconomic policies to sustain more balanced growth. There was however a broad understanding reached on approaches to managing domestic economies. These included maintaining continued vigilance against a resurgence of inflation, reducing budget deficits and freeing up markets. Although agreement was not reached at Bonn to move forward with the new round of multilateral trade negotiations, there was a strong commitment to resist protectionism. Japan implemented a package of measures to further open its import market.

Since the Bonn Summit there has been significant progress on a range of key international economic issues. These include:

- The agreement by Finance Ministers of the Group of Five (G-5) nations meeting in New York on September 22 to intervene cooperatively in foreign exchange markets to drive down the dollar;
- The Gramm-Rudman legislation passed by Congress which could result in a real reduction in the U.S. budget deficit;
- The strategy, announced by U.S. Treasury Secretary Baker at the Seoul meetings of the IMF and the World Bank, to help LDC debtor countries adjust and overcome their financial difficulties;
- The agreement to convene a GATT Ministerial meeting in September 1986 to launch the next round of multilateral trade negotiations;
- Coordinated reductions of nominal interest rates by Japan, Germany and the United States.



---

## The Tokyo Summit Agenda

The outlook for a broad consensus on the management of the major economic issues at Tokyo is better than it has been at recent Summits. The prospects for the world economy are encouraging. Cheaper oil is boosting growth, reducing inflation and permitting more room to manoeuvre on fiscal and monetary policies. There has been a significant and helpful realignment of exchange rates. Interest rates have fallen. While there has been continued growth in the industrial economies, unemployment remains high in several Summit countries.

Leaders at Tokyo may seek to refine and move forward with Treasury Secretary Baker's initiative to assist LDC debtor countries. The dramatic fall in oil prices, while of benefit to many developing countries, is having serious negative consequences for oil exporting debtor countries. The plight of the poorest countries, particularly in Africa, could also be examined by leaders. Canada is seeking to ensure that there is a generous replenishment of funds for the World Bank's International Development Association (IDA VIII).

Fluctuations in exchange rates have become an increasingly prominent feature of the international environment in recent years, and have resulted in, among other things, a resurgence of protectionist pressures, particularly in the United States. The subject of international monetary reform has been studied by Finance Ministers and central bankers from the developed and developing countries (in the "G-10" and "G-24" groupings). Further consideration of this important question will have taken place at the April meetings of the IMF and the World Bank, and the matter will probably be discussed at the Summit as well.

Canada will seek a strong commitment by leaders at Tokyo to resist protectionism and to free up markets to international trade. It is anticipated that the Summit will give a strong endorsement to the launching of the new MTN (Multilateral Trade Negotiations) round this fall.

As has been the case at all previous Summits, leaders will exchange views on a range of political subjects, including East-West relations, arms control and disarmament, international terrorism and regional issues. The Summit discussions may also touch on areas such as environmental protection and cooperation in science and technology. As a personal initiative, Prime Minister Nakasone has suggested some discussion of the Atlantic-Pacific relationship and of the challenge of education in modern society.

---

## An Overview of Economic Summits

Economic Summits have brought together the leaders of the major industrialized nations and the European Community (EC) annually since 1975. The purpose of these meetings is to discuss developments in the world economy, including monetary and trade issues, and certain international political and non-economic subjects.

The first Summit meeting was held in Rambouillet at the invitation of the President of France. The original concept involved leaders discussing economic subjects in an informal setting, much along the lines of the "library group" of Finance Ministers which first met in 1973 in the White House Library to discuss the exchange rate problems of the time. The grouping evolved into the Group of Five (G-5). At one time, the Library Group included both Valery Giscard d'Estaing and Helmut Schmidt, who represented France and West Germany as leaders at the first Summit.

Six countries participated in the Rambouillet Summit—France, USA, the UK, FRG (Federal Republic of Germany), Japan, and Italy. Canada has attended since the Puerto Rico Summit in 1976, and the European Commission has been included since the London Summit in 1977. Summit sites are rotated amongst the member nations: Rambouillet (1975), Puerto Rico (1976), London (1977), Bonn (1978), Tokyo (1979), Venice (1980), Ottawa/Montebello, (1981), Versailles (1982), Williamsburg (1983), London (1984), and Bonn (1985).

The continuing objective of Summits is to work towards compatible macroeconomic policies to foster balanced growth. Summits are not decision-making forums, but they have enabled the leaders of the industrialized democracies to gain a deeper appreciation of the extent to which their economies are linked, to strengthen their consensus on key issues, to pursue a more coordinated (and effective) response to economic problems and, where necessary, to generate new policy initiatives.

After the first oil price shock and the collapse of the fixed exchange rate regime, the world entered a period of growth in the mid-1970's. Summit leaders agreed on measures to sustain stable economic expansion to reduce high levels of unemployment without adding to inflationary pressures. There was a recognition that domestic structural changes would have to be made in light of increasing oil prices and new economic realities. At Bonn in 1978, leaders endorsed a programme of concerted action which had been agreed to by the OECD Ministers at their annual meeting. The programme called for an expansion of domestic demand, greater cooperation with the developing countries and cooperation to reduce dependence on imported oil.

In the early 1980's the world slipped into recession, characterized by persistent inflation, low growth, rising unemployment, current account deficits and high interest rates. The fight against inflation became a key concern and leaders agreed on the need to restrain public borrowing and monetary growth.

The world economy has been growing since 1983 and leaders have attempted to adopt common policies to broaden and strengthen the recovery. At the Williamsburg Summit leaders agreed to pursue policies conducive to low inflation, reduced interest rates and budget deficits, and enhanced employment opportunities. At Bonn in 1985, national leaders, increasingly aware of the impact of their domestic policies on the international economic situation, agreed to a series of coordinated economic policy measures.

Energy issues have been at the heart of many Summits. The first Summit in 1975 was established in part as a reaction to the first OPEC oil price rise. Summits in Tokyo in 1979 and in Venice in 1980 were primarily devoted to responding to the second oil price shock. At Tokyo, a group of experts was established to monitor oil price developments and industrial nations' oil consumption patterns. At Venice, leaders agreed to a ten-year strategy to break the link between economic growth and oil consumption.

---

The problems of protectionism and world trade have been prominent at all Summits. In the late 1970's, leaders gave support and impetus to the Tokyo Round of the Multilateral Trade Negotiations, which were successfully concluded in 1979. At London in 1984 and at Bonn in 1985 leaders sought to advance a new multilateral trade round which will be launched this fall.

At Montebello in 1981, leaders discussed international monetary issues and emphasized the desirability of minimizing the volatility of interest and exchange rates. Leaders at Versailles and Williamsburg asked their Finance Ministers, in consultation with the IMF, to examine aspects of the international monetary system. At Williamsburg in 1983, leaders agreed to adopt a case-by-case approach to the international debt problem.

Relations between developed and developing countries were a special theme of the Summit held in Canada in 1981. Deliberations at Montebello contributed to the preparations for the Cancun Summit between leaders of North and South which took place later that year. At Bonn in 1985, a special expert group was established, which reported to Summit Foreign Ministers last fall on the crisis in Sub-Saharan Africa.

Global political issues have also featured in Summit discussions. The previous Tokyo Summit focussed world attention on the plight of Indo-Chinese refugees. The Soviet invasion of Afghanistan and its effects on East-West relations was highlighted at Venice in 1980. Leaders at Versailles in 1982 agreed on a general approach to East-West economic relations, which carried over into the development of more specific policies at NATO and the OECD that year. Terrorism has been the subject of separate declarations at a number of Summits, with Canada playing a major role at Bonn in 1978 in the adoption of a Declaration on International Air Hijacking.

Other subjects as diverse as international cooperation in science and technology, narcotic drug abuse, and protection of the environment, have also been addressed by Summit leaders in the past.

---

## International Monetary Issues

The international financial and monetary system has shown considerable flexibility in coping with the many strains of recent years. Nevertheless, there has been growing concern over the sharp fluctuations in exchange rates. As a result, there have been calls from developing countries and France, but also from some quarters in the USA, for an international conference to improve the international monetary system.

President Mitterrand has been a leading proponent of the idea of an international monetary conference. At the Versailles Summit there was agreement that Finance Ministers would study the international financial system. The follow-up report, completed in 1985, encompassing the views of the G-10, concludes that while the current floating rate system has absorbed the shocks of the recent past, exchange rate volatility could be reduced by greater IMF surveillance of the external consequences of domestic policies. A parallel report prepared by the "G-24" grouping of developing countries stresses issues related to resource transfers, upon which their ideas for an international monetary conference are also focussed. Finance Ministers and Central Bank Governors reviewed both reports at the IMF Interim Committee meeting in April.

Because of concerns about fluctuations of exchange rates and the impact on U.S. trade, President Reagan in his State of the Union message of last February asked Treasury Secretary Baker to examine the advisability of a multilateral conference on money and finance. All Summit countries support the need to strengthen international surveillance of domestic economic policies, and endorse the Fund's efforts to make surveillance more effective by encouraging better coordination of domestic policies including exchange rate policies.

Canada has supported the need for an examination of international monetary issues and, as a participant in the G-10 study, endorsed its recommendations to strengthen the international monetary system. In our

view the current process at the IMF's Interim Committee to review the G-10 and G-24 reports is the most appropriate means of handling international monetary issues. We share the concerns of others that target zones for major currencies would have many of the same operational difficulties as the fixed exchange rate régime. Nor would they represent an improvement on the current floating system, which has served Canada well.

---

## International Debt and Financial Situation

The outstanding external debt of developing countries exceeded U.S. \$900 billion at the end of 1985. Sixty per cent of this debt cannot be serviced as originally scheduled. Latin America's debt, exceeding U.S. \$360 billion, has attracted the most attention. Brazil, Mexico, Argentina and Venezuela account for three quarters of the region's debt. Much of the external debt of these countries is owed to banks and other private creditors. Failure to service external debt could disrupt the smooth functioning of the international trade and payments system.

Some small lower income countries, mostly in Africa, face unique challenges servicing their debt even though the amount outstanding is comparatively small (U.S. \$75 billion). Most of it was borrowed from governments and international lending institutions at concessional terms. The problems require, in addition to greater economic adjustment, increased concessional financing support from aid donors.

Considerable progress was made in 1982-84 in improving the external financial situation of debtor countries. Over this period their deficit on trade in goods and services was reduced from over U.S. \$100 billion to less than U.S. \$40 billion. Economic recovery in the industrialized countries, as well as strong measures undertaken by debtors with the support of the International Monetary Fund, contributed to this progress. The case-by-case approach, which balances domestic adjustment and renewed external financial flows, has proved to be the mainstay of the international debt management strategy.

The economic environment for the debtor LDC (Less Developed Countries) in 1985 was difficult. Export volume growth slowed, commodity prices remained weak and new external financing through normal market channels has been virtually non-existent. Debtor countries will, however, benefit from recent exchange rate adjustments and declining interest rates. The sharp fall in oil prices this year should have a beneficial effect on the economies of developing countries, with the exception of the oil-exporting debtor countries (e.g. Mexico, Nigeria, Indonesia, Venezuela).

U.S. Treasury Secretary Baker put forward at the Seoul IMF/World Bank annual meetings last October a debt management initiative stressing three essential elements: the implementation by debtor countries of policies of reform and structural adjustment; a continued central role for the Fund and an enhanced role for multilateral development banks, particularly the World Bank; and, increased lending by commercial banks. The plan seeks to promote financing in support of growth-oriented adjustment strategies.

All of the major international banks have indicated their support for the principles in the Baker plan, and their willingness to participate on a case-by-case basis, in concert with the other players, to implement the strategy. Creditor governments also have a key role to play in supporting and coordinating the various elements in the new debt strategy.

---

## New Round of Multilateral Trade Negotiations

In recent months important progress has been achieved towards establishing a new round of multilateral trade negotiations (MTN). The eventual results of these negotiations will be incorporated into the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), the international organization which oversees most world trade and to which more than 90 countries now belong as contracting parties. By helping to restrain protectionist forces and by facilitating further liberalization of international trade, the MTN has a crucial role to play in encouraging the broadly-based economic recovery required by all countries, including LDCs.

Canada has been urging substantive discussions on the objectives, content and procedures for negotiations and early forward movement in the preparatory process. A formal MTN Preparatory Committee was established last November without preconditions and with a mandate to make recommendations on an MTN agenda and negotiating modalities to a Ministerial meeting in September 1986. Most developing countries now support an early beginning of the MTN, although some LDCs remain hesitant about substantive consideration being given to trade in services in the Round. Canada has played a significant role in encouraging LDC participation in the new round.

Some developing countries have stressed that the trade work programme approved in the November 1982 GATT Ministerial meeting should be completed before a new Round begins. However, with the exception of one or two issues that specifically call for negotiations, the current GATT work programme is focused on the identification of trade problems and the development of recommendations to deal with them. The completion of the work and the implementation of the recommendations can best be achieved in the broader context of a multilateral trade negotiation. Moreover, if the GATT is to remain relevant in the context of current trade problems and if a balanced MTN negotiating package is to be developed, then it must provide for the negotiation among interested contracting parties of emerging issues, such as trade in services.

In the new MTN round, Canada will seek improved market access for agricultural products, fish, industrial resources (non-ferrous metals and forest-based products), and energy-based (petrochemical) industries and related equipment and services. Canada is also seeking liberalized trade in services and in a range of advanced technology products. There is a need for a more effective dispute settlement system, and improved disciplines on contingency protection measures and subsidies.

In the light of unprecedented trade deficits and increasing domestic protectionist pressures, the USA is a leading supporter of a new round. Japan has suggested the elimination of all tariffs by industrialized countries on all industrial products and supports negotiations on trade in service and high technology goods.

France and Italy have tended to be comparatively cautious vis-à-vis the possible scope of proposed negotiations on services in the MTN. The United Kingdom is a strong supporter of a new Round, as is the Federal Republic of Germany. As a unit, the European Communities (EC) support the view that a balanced package of topics, including trade in services, should form part of the new Round and that LDCs should accept a fuller share of GATT obligations. The EC's approach to agricultural and resource products is restrictive.

---

## North-South Relations

The current global economic situation is increasingly underlining the degree of interdependence between developing and industrialized countries. In Tokyo, leaders are likely to continue to focus on the debt problems of developing countries, on adjustment efforts and on the exceptional difficulties facing the poorest of the developing countries.

Canada has always been particularly conscious of the economic problems faced by the developing countries and has generally been perceived as a responsible interlocutor for the concerns of the "South" at the annual Economic Summits. With its close association with the Commonwealth and the French speaking nations, Canada has also taken the opportunity to discuss North-South issues at the Commonwealth Heads of Government meeting in Nassau (October, 1985) and at the Francophone Summit in Paris (February, 1986).

The position we have adopted reflects our humanitarian concerns, our strong and continuing commitment to international development cooperation and our desire to strengthen the multilateral system. It is also based on our view that we must encourage mutually beneficial economic links between Canada and the increasingly dynamic economies within the Third World.

Canada believes that the flow of financial resources to the developing world must be maintained and increased in order to support economic recovery and longer term development. The international financial institutions, in particular the World Bank, must be provided with the resources necessary to carry out their development role. Canada supports a generous replenishment of funds for the International Development Association (IDA VIII). It will be increasingly important for developed countries to improve the coordination of their development assistance programs.

Canada, for its part, has been looking at measures to further assist low income developing countries. The move to an all grant aid program, announced in February 1986, was one such step. We have also been carefully considering what additional steps might be taken to ease the debt burden of these countries.

## Developments in International Petroleum Markets

The world oil market underwent substantial changes in the last decade. The oil price shocks of 1973/74 and 1979/80 not only had direct impacts on the supply and demand of energy, but also created new perceptions, policies and behaviours in consuming countries. World oil demand dropped substantially. Non-OPEC (such as the USA, Canada, the U.K., Norway and Mexico) supply increased and led to the large surplus of production capacity and falling prices which currently characterize the situation. Demand for OPEC oil declined.

In December 1985, OPEC members effectively abandoned their traditional approach of setting official prices and adopted an "individual" market-related pricing policy aimed at securing a greater share of the market. Members also agreed to secure and defend OPEC's "fair share" of the world oil market, consistent with the necessary income for members' development.

Since December spot market prices for light crudes have fallen by over 50%—from \$31 (US) to about \$13-\$14 a barrel and even lower for some grades. The traditional low demand underlying spot markets during late winter/early spring has exacerbated the market's volatility. Average trading values for crude lag behind spot prices because most crude is sold in international trade through long term supply contracts with price terms that are not immediately affected by the spot market.

There is no consensus on market prospects for the rest of this year, although most analysts think that some resurgence in prices, possibly to the \$15-\$20/bbl level, may appear by the fourth quarter.

---

## Political Issues

As in the case of previous Economic Summits, leaders and Foreign Ministers will have an opportunity at Tokyo to discuss a number of important political issues.

The current state of East-West relations and the slow pace of progress at the Geneva arms control negotiations will undoubtedly dominate the political agenda. After the tensions of the early 1980s and NATO's response to the threat posed by Soviet SS-20 missiles, last November's meeting between President Reagan and General Secretary Gorbachev raised hopes for an improvement in East-West relations. But little real progress has been made since then, and the impasse at the Geneva negotiations has made it questionable whether the Summit scheduled for Washington later this year will be held.

Regional conflicts throughout the world will also be a source of discussion at Tokyo. Considering the Asian venue of the Summit, conflicts in that area of the world will probably be accorded particular attention. However, the difficult situation in Southern Africa and the deteriorating political climate of the Middle East and Central America could also feature prominently in the discussions.

After East-West relations, the next most discussed item on the political agenda will be that of international terrorism. It is an issue which has been the object of much attention at previous summits. In light of the events of recent months, Summit participants will be examining ways of expanding the scope of their deliberations and collective action in this field.

## Other Issues

Other issues which may arise at the Tokyo Summit include science and technology, environment, and narcotic drug abuse.

### Science and Technology

At the 1982 Summit in Versailles, a Working Group on Technology, Growth and Employment was established to identify the contribution of research and technology to economic growth and employment and to identify and implement proposals for international collaboration in important areas such as biotechnology, advanced materials, and remote sensing. The final report of the Working Group will be presented to the Tokyo Summit. It expresses the Group's satisfaction that the Summit initiative has stimulated international collaboration in science and technology thereby giving new momentum to national R&D activities.

### Environment

During the 1984 London Summit, leaders included in their final declaration a paragraph initiated by the FRG and supported by Canada acknowledging the international dimension of environmental problems and the role of environmental factors in economic development. The Working Group on Technology, Growth and Employment (TGE) was also asked to report on the matter at the following year's summit in Bonn, where leaders agreed that they would use government vigilance and the discipline of the market to solve environmental problems.

### Narcotic Drug Abuse

The Bonn Economic Summit in 1985 discussed the international drug problem and possible joint action to combat narcotics production, trafficking and consumption. A report on initiatives additional to measures already in force was prepared by a group of experts and approved by Foreign Ministers for the consideration of leaders at Tokyo.



---

## Current Economic Situation in Canada

The Canadian economy's performance was substantially better in 1985 than most observers anticipated. The May 1985 budget forecast growth in real gross national expenditure (GNE) of 3.1 percent in 1985, with employment growth of 2.1 percent and a decline in the unemployment rate to 10.7 percent by year-end. These views were similar to the average of then-current private sector forecasts. However, consumer and investor sentiment became much more optimistic as the year progressed. The optimism resulted from a number of developments: a significant decline in interest rates, a moderate and stable inflation rate, improving prospects for employment, and credible government measures to restore fiscal responsibility and encourage private sector initiative. Consequently, consumption, housing and business investment were all significantly stronger than expected and, as a result, real GNE growth in 1985 was 4.5 percent.

Canada has the highest rate of job creation in the OECD. Employment growth for the year was 2.8 percent, the strongest in over four years. The unemployment rate fell substantially in 1985 to reach 10 percent by December and then declined further this year to 9.8 percent in January and 9.6 percent in March. The Canadian economy showed strength in 1985 despite the weakness of the international economy, particularly in the USA. Real output increased in Canada last year at a faster pace than any other major industrial country except Japan and at nearly twice the pace of the USA and European countries.

While the 1985 economic performance extended the strong recovery that has occurred in Canada since the 1981-1982 recession, its nature and shape has changed substantially. During the first 1½ years of the recovery, final domestic demand in Canada accounted for less than half of real output growth, as exports and inventory changes provided the bulk of the rise in demand for Canadian goods and services. Employment growth, while strong, was typically concentrated in part-time employment, and all regions and sectors did not share equally in the increase of economic activity.

Last year, however, in sharp contrast, the marked recovery in business investment, surging housing expenditures and strong consumer spending on durable goods led to an economic expansion in Canada that is more domestically oriented and much more broadly based. Most sectors of the Canadian economy participated in the economic recovery in 1985. Employment growth shifted substantially towards full-time employment, and all regions of the country experienced gains in employment and declines in the unemployment rate.

After declining through most of 1985, interest rates rose around year-end and for most of early 1986, then declining again beginning in mid-March. Increases in interest rates were related to speculative pressure on the Canadian dollar which saw its value slide to a record low in the US\$0.71-0.72 range before stabilizing.

The rate of inflation, as measured by the CPI, was 4.0 percent in 1985, down from 4.4 percent in 1984. In February 1986, the rate of inflation was 4.1 percent. Wage settlements, at 3.5 percent, remained below the CPI rate of inflation, although the gap between the two shows signs of narrowing, largely as a result of the lower inflation rate. With productivity growth remaining strong at 1.6 percent, unit labour costs increased 2.4 percent in 1985.

---

## Summit Countries

### Japan

#### Prime Minister Yasuhiro Nakasone

Mr. Nakasone was born on May 27, 1918 in Takasaki City, Gunman Prefecture. At the Faculty of Law at the University of Tokyo he specialized in Political Science. From April 1941 to September 1945, he served in the Imperial Navy reaching the final rank of Lieutenant Commander. Following demobilization he served in the Home Ministry.

Running for the first time in the general election of April 1947, Mr. Nakasone was elected to the House of Representatives. He has since been re-elected 14 successive times. Mr. Nakasone won his first cabinet post in June 1959. He has since served in a variety of senior cabinet and party positions. Mr. Nakasone was Deputy Prime Minister in charge of Administrative Reform and Director General of the Administration Management Agency, 1980-1982. In November 1982 he became Prime Minister.

This is Mr. Nakasone's fourth economic summit. He will be joined by Shintaro Abe, Foreign Minister, Michio Watanabe, Minister of International Trade and Industry and Noburu Takeshita, Minister of Finance. His personal representative is Reishi Teshima.

#### The Japanese Economy

The Japanese economy experienced continued growth in 1985, but a growing policy debate has developed over the length of time which the Nakasone government should continue its austere fiscal policy. The economy remains highly dependent on the export sector for growth, and it remains to be seen whether the recently announced package of economic measures will have the effect of stimulating domestic demand. The effects of the rise of the value of the yen in relation to the U.S. dollar are now beginning to be felt in the Japanese export sector.

The fundamentals of the Japanese economy were impressive in 1985. Growth was 4.6%; inflation was 2.5%; productivity remained over 10%; unemployment remained low at 2.7%. The current account

surplus exceeded U.S. \$50 billion surpassing 1984's record of U.S. \$35 billion.

As a result of the export boom, corporate profits for large scale enterprises such as autos, electronics and machine tools soared to all-time highs in 1985 and in 1986 to date. This high accumulation of corporate profits, combined with a household savings rate of 18%, brings gross national savings near the 30% mark. These funds are being directed abroad at record capital outflows of U.S. \$55 billion per year.

#### Canada-Japan Relations

Our second largest trading partner since 1973, Japan is also the preeminent economic power in the Asia/Pacific region, an area of growing importance to Canada. Japan is a valued customer for Canadian resource and agricultural exports and represents a potential major source of investment and technology. Canadian exports to Japan include coal, copper, lumber, grains and oilseeds, fish products and increasing amounts of consumer products such as sports equipment and processed foods. Canada is continuing its efforts to introduce sophisticated manufactured products to Japan in fields where we are world leaders.

In recent years both Canada and Japan have sought to broaden the base of the bilateral relationship, and this objective was furthered by the visit to Canada in January of this year of Prime Minister Nakasone. There are regular contacts between individuals in the two countries in the context of initiatives to foster governmental, parliamentary, academic, labour and cultural exchanges. In recent months new consultative mechanisms have been established in arms control and disarmament, in the struggle against terrorism and development assistance.

#### United States of America

##### President Ronald Reagan

Ronald Wilson Reagan was born on February 6, 1911, in Tampico, Illinois. He graduated from Eureka College (Illinois) in 1932 with a degree in economics

---

and sociology. Following a brief stint as sports broadcaster and editor, Mr. Reagan moved to California to work in motion pictures.

In 1966 Ronald Reagan began his public service career with his election as Governor of California, and he was elected to a second term in 1970. Following an unsuccessful candidacy in 1976, he was nominated as the presidential candidate by the Republican National Convention in July 1980. On November 4, 1980, Ronald Reagan was elected to the Presidency of the USA, and he was re-elected in 1984.

This will be President Reagan's sixth economic summit. He will be accompanied by the Secretary of State, George Shultz, and the Secretary of the Treasury, James Baker. President Reagan's Personal Representative is Mr. Allen Wallis.

#### **Recent Economic Performance**

1985 marked the third year of the current U.S. expansion, but while final domestic demand continued to increase robustly, overall GNP growth slowed to 2.3%, markedly lower than its 1984 pace of 6.6%. The difference between production and demand was made up by imports, and the trade deficit increased rapidly, setting new records in the process. Some time during the year the USA ceased to be a net creditor nation.

In a more positive vein, U.S. consumer inflation continued to decline, reaching a level of 3.6% in 1985. Unemployment, while still high, is well below its recession peaks and interest rates have continued to fall. Investor optimism has rebounded with falling world oil prices, passage of the Gramm-Rudman deficit reduction bill, the prospect of tax reform legislation and the lower value of the dollar. None of these developments has yet had a major impact on the trade deficit, but the general outlook for the economy is now brighter than it has been in recent months.

#### **Canada/United States Relations**

Canada and the United States have the most complex and extensive relationship of any two countries in the world. They are each other's largest market.

They cooperate in the defence of the North American continent and, through the North Atlantic Treaty Organization, of Western Europe as well.

President Reagan first met Prime Minister Mulroney on his visit to Washington in June 1984 as Leader of the Opposition and on his first visit abroad as Prime Minister in September 1984. Subsequently, they have held detailed bilateral discussions at the Québec Summit in March 1985, and the Washington Summit in March 1986.

Canada and the United States are each other's most important trading partner. Statistics Canada reports that in 1985, Canada-U.S. trade grew 11.6% to a two-way total of C\$168.8 billion. Canadian exports to the United States rose 10.8% to C\$94.7 billion, representing 78.8% of all Canadian exports. Canadian imports from the United States increased 12.7% to C\$74 billion representing 71.8% of all Canadian imports. Canadian exporters have a 19.2% share of the American import market and 22.1% of all American exports went to Canada, exceeding US exports to the EEC and representing double the amount that Japan imports from the U.S.A. (US exports to Ontario alone are considerably greater than US exports to Japan.)

On September 26, Canada made a formal proposal to negotiate a new bilateral trade agreement with the United States.

Canada and the USA are also the principal destinations for each other's foreign investment. The United States has approximately \$113 billion in direct and portfolio investment in Canada compared to an estimated \$34 billion in direct and portfolio Canadian investment in the United States.

Close cooperation between Canada and the United States during the Second World War established a lasting pattern of defence cooperation. The Permanent Joint Board on Defence ensures continuous consultation at the policy planning level on bilateral defence matters. At the Washington Summit,

---

the North American Aerospace Defence Agreement, which provides for joint command of the air defence of North America, was renewed for five years.

The Canadian Government assigns a high priority to the resolution of transboundary environmental problems which are of great public concern on both sides of the border. There are frequent bilateral consultations and negotiations on a wide variety of environmental issues especially under the aegis of the International Joint Commission, which was established by the Boundary Waters Treaty. The American Administration has accepted the recommendation of the special high-level envoys appointed by the Prime Minister and the President that \$5 billion should be spent on the development of technology to control acid rain.

## **Federal Republic of Germany**

### **Chancellor Helmut Kohl**

Born in 1930, Chancellor Kohl is married and has two children. He joined the Christian Democratic Union (CDU) in 1947 and continued to be active in CDU politics during his student years. From 1950-58 he studied law, sociology, political science and history at the Universities of Frankfurt and Heidelberg graduating with a Ph. D. He was Departmental Head in the Chemical Industry Association, Ludwigshafen 1959-69. His early political career centred on the Rhineland-Palatinate. As Minister-President of that Land (province) from 1969 to 1976, he played an important role in the Federal Bundesrat (Upper House). He became Chancellor in October 1982 and was confirmed in office as leader of the Christian Democratic Union-Free Democratic Party coalition in the elections of March 1983.

This will be Chancellor Kohl's fourth economic summit. He will be accompanied by the Foreign Minister and Vice-Chancellor, Hans-Dietrich Genscher; the Federal Minister of Finance, Dr. Gerhard Stoltenberg; and the Federal Minister of Economics, Dr.

Martin Bangemann. Chancellor Kohl's Personal Representative is Dr. Hans Tietmeyer.

### **The West German Economy**

West German economic growth in 1985 was 2.4 percent, a slight decline from its 1984 performance. However, it is expected to pick up again in 1986 and may reach 4 percent. Lower oil prices will likely contribute to stronger growth. Unemployment has remained relatively unchanged at around 8 percent on average. However, net job creation has recently picked up. Inflation has remained low, 2-3 percent in recent years, and could decline further this year. The surplus on current account, already at a record high in 1985, is expected to increase further in 1986 to some \$30 billion.

The general government financial deficit has been falling since 1981. The net federal deficit in 1985 amounted to less than DM 23 billion, or about 1.2 percent of GNP. Bank discount rates have also been declining and are currently 3.5 to 4 percent. The Deutschmark has appreciated by about 30 percent against the U.S. dollar since September 1985.

### **Canada/F.R.G. Relations**

Canada-F.R.G. relations are close and cooperative and founded on a common membership in the Atlantic Alliance, the Economic Summits, the United Nations and other international forums. Our NATO cooperation has created a unique relationship through the commitment of 6,650 Canadian troops and their families in the F.R.G. and the training of 5,500 F.R.G. soldiers and airmen at Shilo and Goose Bay annually.

Two-way trade and economic cooperation has grown significantly over the last decade to its present level of some \$4 billion. In 1985, Canada incurred a deficit of \$1.5 billion attributable in large part to the appreciation of the Canadian dollar against the Deutschmark. The balance should change in the near future as Canada starts deliveries of Challenger jets, surveillance drones and other high technology prod-

---

ucts. This is the result of an expanding cooperation in research and development activities especially in the military field. Canada's bilateral trade in defence products with the F.R.G. is the second largest in value terms after that with the U.S.A. Germany is Canada's third most important source of foreign direct investment following the U.S.A. and Britain. Prospects for increased investment in Canada by German firms remain very good.

## **France**

### **President François Mitterrand**

François Mitterrand was elected President of France in May 1981, after 41 years in politics.

President Mitterrand has had a seat in the National Assembly since 1946, except for an interruption from 1958 to 1962. He became a Cabinet member in 1947 and was eleven times a minister under the Fourth Republic (1945-1958). In 1965 he stood against General de Gaulle in the Presidential race and obtained 45% of the votes in the first ballot. In 1971 he brought together a number of parties of the left and restored life to the Socialist Party. He was narrowly defeated in the 1974 elections by Valéry Giscard d'Estaing. The 60 year-old President Mitterrand has degrees in law, literature and political science.

This will be President Mitterrand's sixth economic summit. He will be accompanied by Prime Minister Jacques Chirac and Foreign Minister Jean-Bernard Raimond. Mr. Mitterrand's personal representative is M. Jacques Attali.

### **Recent Economic Performance**

The inflation rate was brought down to less than 5% in 1985, its lowest level since 1968, by the Socialists' policy of austerity. Initial forecasts for 1986 set the inflation rate at 3.5%, but this has since been lowered to 2% as a result of the abrupt decline in world oil prices. France should benefit greatly from the decline. Its trade balance might change from a deficit in 1985 to a surplus this year. Likewise the economic growth rate might reach 3% in 1986 rather than the 2% initially forecast.

At 10.5% the unemployment rates remain high, and job creation, especially for youth, is one of the government's main priorities. The new government will also rapidly introduce some policy changes, especially in the economic sector, the most spectacular of which could be the privatization of many companies nationalized by the previous government. The recent downward realignment of the French franc within the European Monetary System will improve French competitiveness.

### **Canada-France Relations**

The success of the Francophone Summit and Prime Minister Mulroney's recent visit to France have underscored the quality of our bilateral relations as a result of the Canadian government's policy. The coming months will be busy ones bilaterally and will enable us to take stock of our overall relations in the context of three joint commissions: the Economic Commission, the Scientific Commission and the Cultural Commission.

Economically, France is our ninth trading partner. In 1985 trade between us totalled more than \$2 billion, with Canada experiencing a deficit of more than \$500 million, due mainly to exchange rates favourable to the French franc. The flow of trade is below the potential of the two countries, and with this in mind the two governments have pledged to work toward increasing it, primarily through intensified industrial cooperation and investment. The Canadian government, for example, will support the participation of Canadian firms in Eureka projects.

Canada and France have extensive relations in the cultural sectors and the two countries have signed an agreement to encourage the co-production of films and TV programmes. Scientific cooperation has also made excellent progress. Informal exchanges between scientists and members of the university community, concerned primarily with basic research, are numerous and fruitful. More formal cooperation also exists among government departments concerned with technical and scientific matters.

---

## **United Kingdom**

### **Prime Minister Margaret Thatcher**

Mrs. Margaret Thatcher has been Conservative Party leader for eleven years and Prime Minister for seven. She was first elected to the House of Commons in 1959 and held a number of front-bench positions. She was made Secretary of State for Education and Science, and a Privy Councillor, in 1970. She was elected leader of the Conservative Party, and thus Leader of the Opposition, in February 1975.

This will be Prime Minister Thatcher's eighth economic summit. She will be accompanied by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs, Sir Geoffrey Howe, and the Chancellor of the Exchequer, Nigel Lawson. Mrs. Thatcher's Personal Representative is Sir Robert Armstrong.

### **Recent Economic Performance**

The most recent U.K. budget delivered on March 18, 1986, calls for growth rates of 3 percent and above over the next three years. Chronic problems include high unemployment (over 13 percent) and a tendency for unit labour costs to outstrip productivity. Unemployment is not forecast to fall in the near future. The U.K. economy is also experiencing declining revenues from North Sea oil production as the world price of oil falls sharply but the overall impact of the energy price drop is regarded as beneficial to the U.K. economy.

Continued control of inflation even while interest rates decline remains a priority of the government. That would enable Sterling to fall in relation to the currencies of major trading partners. Sterling has, for instance, depreciated in recent months relative to the Deutschmark and the Dutch Guilder.

### **Canada/UK Relations**

Canada's relations with the UK are among the closest we enjoy anywhere in the world and they have burgeoned over the last twelve months. Canada/UK relations have changed considerably, however, due to the British entry into the European Common Market and, on the Canadian side, the growing concentration of Canadian trade with the U.S.A., and with the Pacific Rim countries.

The Canada/U.K. trade relationship is regarded as good and the U.K. will remain an important economic and trade partner for Canada. The U.K. is currently Canada's third largest market. Imports from the U.K. amounted to \$3.3 billion whereas Canadian exports totalled \$2.3 billion. An increase of imports into Canada of 42 percent as well as a decline in Canadian exports of 5.7 percent were registered. The U.K. is a major market for Canadian primary products as well as for manufactured goods. Given the links that already exist between U.K. and Canadian companies and research institutions, opportunities for collaboration and joint ventures are also available. It is expected that the volume of two-way trade will continue to increase as the U.K. economic recovery proceeds. The U.K. is Canada's second largest source of foreign investment.

## **Italy**

### **Prime Minister Bettino Craxi**

Bettino Craxi was born in Milan on February 24, 1934. Mr. Craxi has headed the Italian Socialist Party (PSI) since 1976 and became President of the Council of Ministers following the elections of June 1983. A five-party coalition emerged from this, with the PSI and three smaller parties that held the balance of power allying themselves with the Christian Democrats, the largest Italian party, to form a majority that could exercise power.

Mr. Craxi has been associated with the PSI since the beginning of his political career in 1957. He was elected as a representative for the first time in 1968 and has been re-elected four times.

The Tokyo Economic Summit will mark the third one that Mr. Craxi has attended. He will be accompanied by his Foreign Minister, Giulio Andreotti, and the Minister of the Treasury, Giovanni Goria. His personal representative is Mr. Renato Ruggiero.

---

### **The Italian Economy**

The two-fold objective of the Craxi government in 1985 was to gain control of inflation and reduce the deficit. Inflation declined from 20% in 1982 to 8.6% in 1984, and remained constant through 1985, but the inflation rate was still higher than in other western European economies. The budgetary deficit has remained high. The current account deficit rose from \$2.9 billion in 1984 to \$5 billion in 1985 but should decline somewhat in 1986 given expectations of better export performance because of an 8% devaluation of the lira last year. Nonetheless the current account deficit is expected to be about \$3 billion this year.

According to the government's estimates, the unemployment rate is still 11% and no improvement is expected in the short term. GDP, which increased by 2.4% in 1985, might show further growth in 1986 because of declining oil prices. In other respects, 1985 can be considered to have been a relatively dynamic year for the Italian economy. Imports increased by nearly 9% and exports by about 8%. Industrial investment in the machinery and equipment sectors was spectacular. The latest estimates set the growth rate in this sector at 11.3% in 1985, compared with 9.5% in 1984. Gross fixed capital investments increased by 4.5% last year.

### **Canada-Italy Relations**

Canada's population of Italian origin, which numbers more than 700,000, exercises a considerable influence on bilateral relations through various business and cultural connections.

Canadian exports to Italy, at \$550 million, declined marginally from \$577 million in 1984. Imports from Italy rose from \$1.115 billion to \$1.3 billion. Finished products account for only 15% of our sales to Italy. Both sides wish to increase exchanges of high technology products, to promote investment, to intensify industrial cooperation and to encourage joint undertakings. There have been bilateral agreements in recent years in the fields of culture, taxation and social security.

### **European Communities**

#### **Jacques Delors, EC Commission President**

Jacques Delors (French, born 1925), President of the Commission of the European Communities since January 1985, has combined a number of careers—banker, public servant, academic and politician. He served as Economics and Finance Minister of France between 1981 and 1984.

As President of the Commission, Mr. Delors has, within the limits of Community competence, maintained a direct interest in monetary affairs and in promoting the freer movement of goods and services within the Common Market (the stated aim being to remove all remaining barriers by 1992) as well as internationally. Another key area of Community interest for Mr. Delors has been high technology research and development, which he has championed, calling for new and more ambitious community-wide support programmes and increased financial commitments. He actively participated in the latest EC institutional reform effort and deserves considerable credit for progress made at the Community Summit in Luxemburg last December.

Mr. Delors will be accompanied by his personal representative, Mr. Pascal Lamy.

#### **Netherlands Prime Minister, Ruud F.M. Lubbers**

Mr. Lubbers, Prime Minister of the Netherlands will be present at the Summit by virtue of the current Dutch presidency of the EC Council.

Born in 1939 in Rotterdam, Mr. Lubbers was trained as an economist. He is a member of Christian Democrat (CDA) party. He began his career in the family machine tool business in 1963. In the 1960's he became a member of the Popular Catholic Party, which since 1977 has been integrated with the CDA. He was Minister of Economic Affairs from 1973 to 1977 and later leader of the CDA in Parliament. Elected leader of the CDA in 1982 and Prime Minister in November 1982, he became the youngest Head of Government in Netherlands history.

He will be accompanied by his foreign minister, Mr. Hans Van Den Broek.

---

### **Canada-EC Relations**

The European Communities (EC) consist of three separate communities: The European Economic Community (the EEC or the Common Market), the European Atomic Energy Community or Euratom; and the European Coal and Steel Community, or ECSC. The three communities were founded in 1951 (ECSC) and 1957 (Euratom and EEC) by the "Six" (France, Italy, Belgium, Luxemburg, the Netherlands, and the F.R.G.). They were joined in 1973 by the United Kingdom, Denmark, and Ireland; in 1981, by Greece; and, as of January 1, 1986 by Spain and Portugal. The EC accounts for almost a fifth of world trade (over a third if intra-Community trade is counted), compared to about 3.3% for Canada.

Two-way trade between Canada and the EC increased 11.7% in 1985 to \$16.9 billion. The European Community is our second largest trading partner. However Canadian exports decreased slightly (5.1%) last year while our imports surged 25.8%, yielding a deficit of \$3.8 billion. The recent trend towards deficits (1984: \$1.3 billion) contrasts with our traditional trade surplus, which averaged \$1.3 billion per annum from 1974. On the basis of 1983 figures, the EC remains our second largest source of investment (\$12 billion) and the second most popular destination for Canadian investment abroad (almost \$2 billion).



# Comparative Economic Charts

## Main Economic and Financial Indicators — Seven Major industrial Countries

Economic Indicators		CANADA	U.S.	JAPAN	FRANCE	F.R.G.	ITALY	U.K.
Growth in Real GNP	1983	3.3	3.7	3.4	0.7	1.3	-0.4	3.0
	1984	5.0	6.8	5.0	1.6	2.7	2.6	2.8
	1985	4.0	2.5	4.5	1.1	2.4	3.3	3.3
	1986	3.7	2.8	3.7	2.1	3.4	2.5	2.5
	1987	3.1	2.9	3.1	2.1	2.7	2.0	2.0
Unemployment Rate	1983	11.9	9.6	2.7	8.6	8.1	9.9	12.1
	1984	11.3	7.5	2.7	10.1	8.1	10.4	12.6
	1985	10.6	7.2	2.7	10.8	8.2	10.6	13.1
	1986	10.1	6.8	3.0	11.0	7.7	11.0	12.9
	1987	9.9	6.6	3.1	11.1	7.6	11.0	12.9
GNP Deflator (per cent increase)	1983	5.3	3.8	0.8	9.5	3.2	15.0	5.3
	1984	2.8	4.1	1.3	7.1	1.9	10.7	4.1
	1985	3.4	3.3	1.7	5.9	2.1	9.0	5.0
	1986	4.2	3.5	1.2	4.6	2.3	7.3	4.5
	1987	3.3	3.2	1.4	3.3	2.1	7.2	4.3
Current Account Balance (US \$ billion)	1983	1.4	-46.0	20.8	-4.7	4.1	0.8	3.2
	1984	2.0	-107.4	35.0	-0.8	6.3	-3.0	1.5
	1985	-0.8	-113.6	49.3	0.3	13.2	-3.8	4.6
	1986	-2.3	-119.4	66.0	6.2	21.1	-1.2	3.4
	1987	-2.8	-122.3	62.0	6.0	18.3	-2.8	-0.1
General Government Fiscal Balances (in per cent of GNP)	1983	-6.2	5.6	-5.7	-3.3	-2.0	-16.4	-3.2
	1984	-7.0	4.9	-5.4	-3.4	-1.8	-15.4	-3.2
	1985	-6.5	-5.9	-4.9	-3.2	-1.2	-16.1	-2.8
	1986	-4.8	-4.8	-4.8	-3.1	-1.0	-16.1	-3.2
	1987	-4.2	-3.8	-4.6	-3.0	-0.8	-15.7	-3.1

Notes: Figures for France, Italy and the UK are GDP rather than GNP.

Source: World Economic Outlook, February 1986.

Unemployment rates are based on national definitions which differ somewhat across countries.

Current Account Balance includes official transfers.

Financial Indicators		CANADA	U.S.	JAPAN	FRANCE	F.R.G.	ITALY	U.K.
<b>Interest Rates Short Term</b>	Dec 83	9.9	9.9	6.4	12.2	6.3	17.9	9.3
	Dec 84	10.1	8.3	6.3	10.7	5.8	17.3	9.9
	June 85	9.7	7.7	6.3	10.3	5.6	14.8	12.4
	Sept 85	9.0	7.9	6.3	9.4	4.7	14.4	11.5
	Feb 86	12.1	7.8	5.9	8.9*	4.4	15.5*	12.3
	<b>Long Term</b>	Dec 83	12.0	12.0	7.5	14.0	8.4	17.7
Dec 84		11.7	11.6	6.4	12.7	7.2	14.5	10.3
June 85		10.9	10.6	6.5	12.1	7.0	13.9	10.5
Sept 85		11.0	10.7	6.4	12.0	6.6	13.7	10.2
Feb 86		10.0	8.4	5.3	10.1	6.3	13.8	9.8
<b>CPI (year/year percent change)</b>	1983	5.8	3.8	0.8	9.5	3.4	15.0	5.3
	1984	4.0	4.1	1.3	7.1	1.3	10.7	4.1
	1985	3.4	3.3	1.7	5.9	2.1	9.0	5.0
	1986	4.2	3.5	1.2	4.6	2.3	7.3	4.5
<b>Exchange Rate in U.S. \$</b>	Dec 83	.802	1	.0043	.119	.364	.00060	1.43
	Dec 84	.757	1	.0040	.105	.322	.00052	1.19
	Sep 20-85	.727	1	.0042	.115	.351	.00052	1.37
	Nov 4-85	.730	1	.0048	.127	.358	.00057	1.44
	Apr 7-86	.721	1	.0055	.131	.417	.00061	1.46
<b>Effective (1971 = 100)</b>	83 (IV)	82.1	105.7	155.2	75.9	159.1	38.9	63.1
	84 (IV)	78.9	116.2	154.9	74.8	157.7	37.7	57.8
	85 (I)	77.7	122.0	151.4	74.8	157.1	37.4	55.7
	85 (II)	76.0	118.5	152.6	75.4	157.8	36.4	60.5
	85 (III)	75.5	113.0	156.8	76.6	160.1	35.3	62.5
	85 (IV)	73.1	106.4	176.5	78.1	163.5	35.3	60.7
	86 (I)	70.9	101.7	191.3	79.6	168.1	36.0	56.9

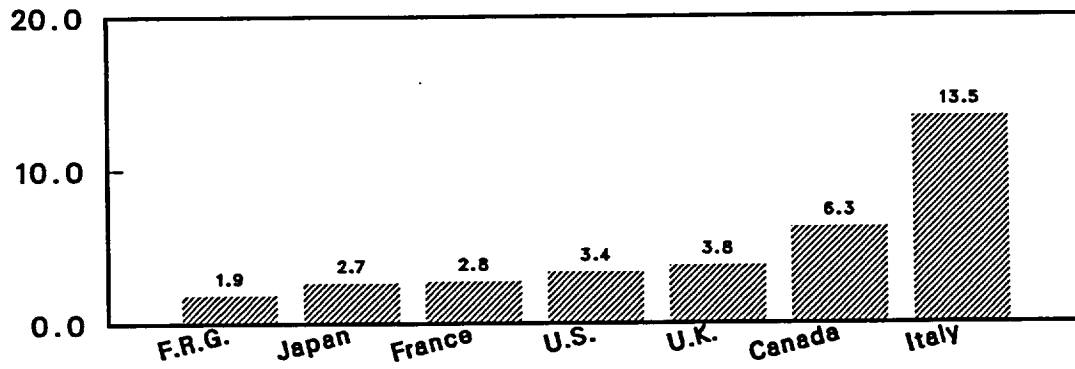
Source: World Economic Outlook, Morgan Guaranty,  
Department of Finance.

\* January 1986.

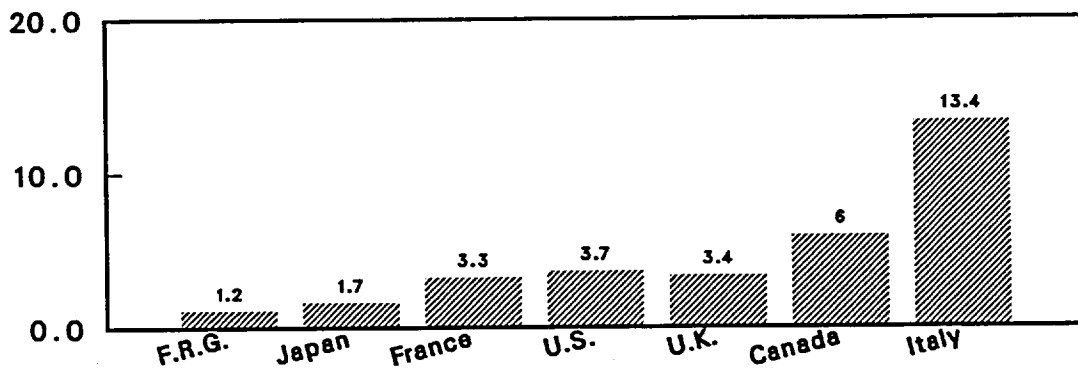
---

**TOTAL GOVERNMENT BUDGET DEFICITS  
(percentages of GNP/GDP)**

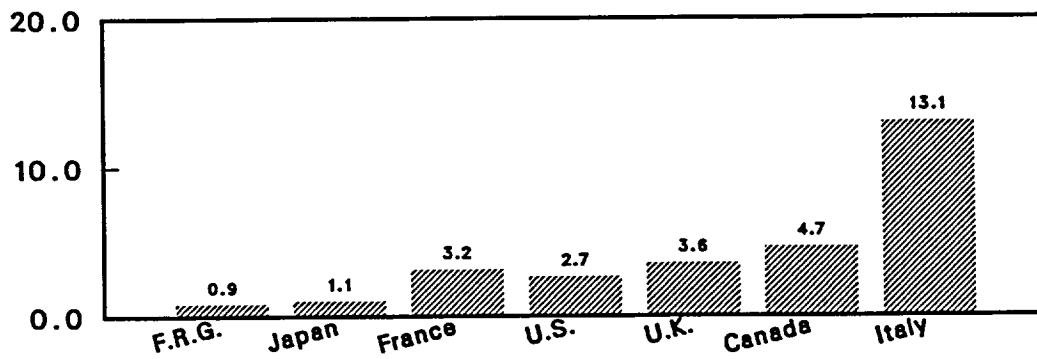
**1984**



**1985**

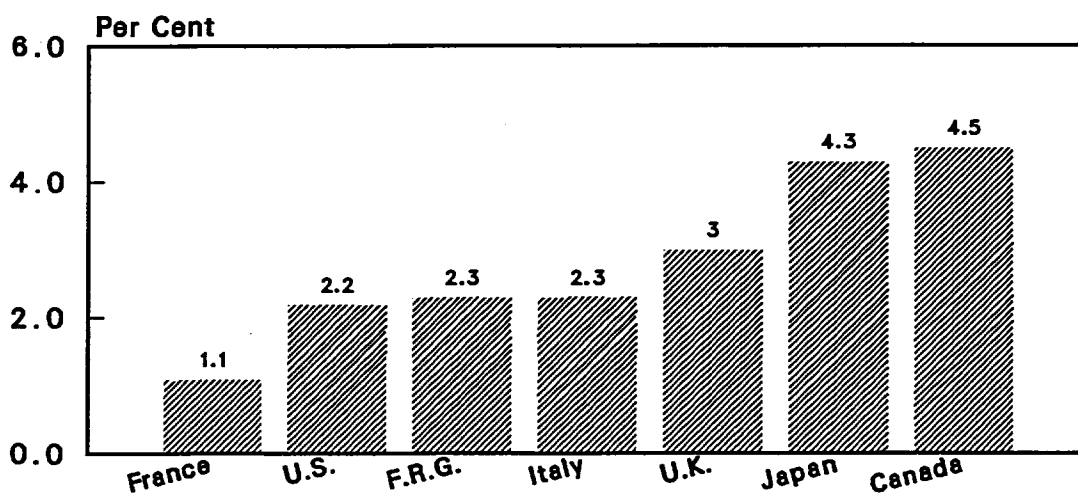


**1986**



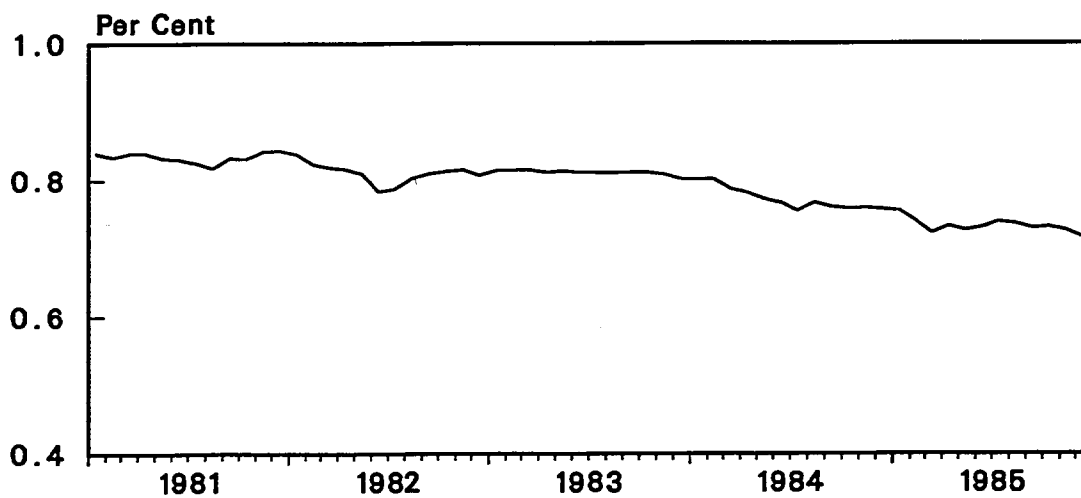
---

### Growth of Real GNP/GDP: 1985



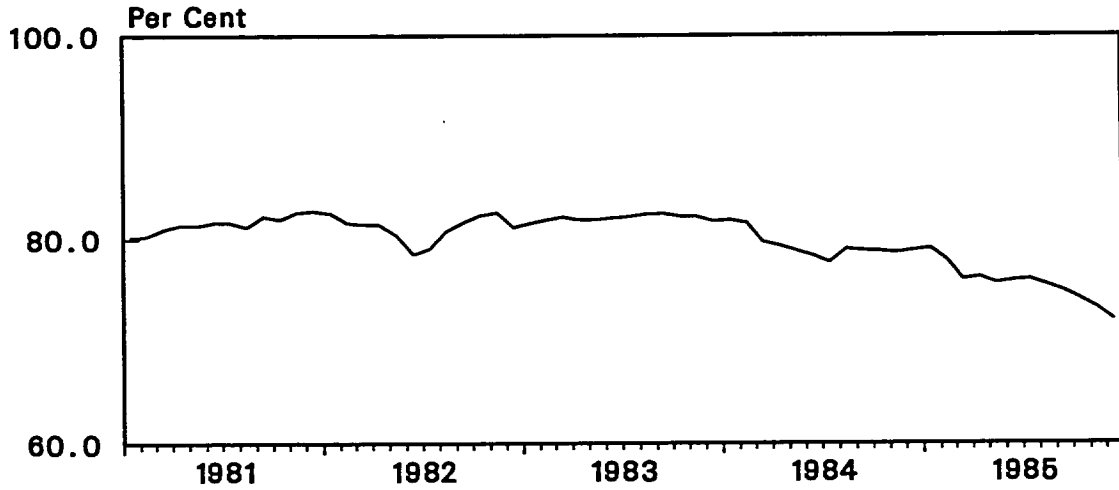
---

### Price of Canadian Dollar in U.S. Funds



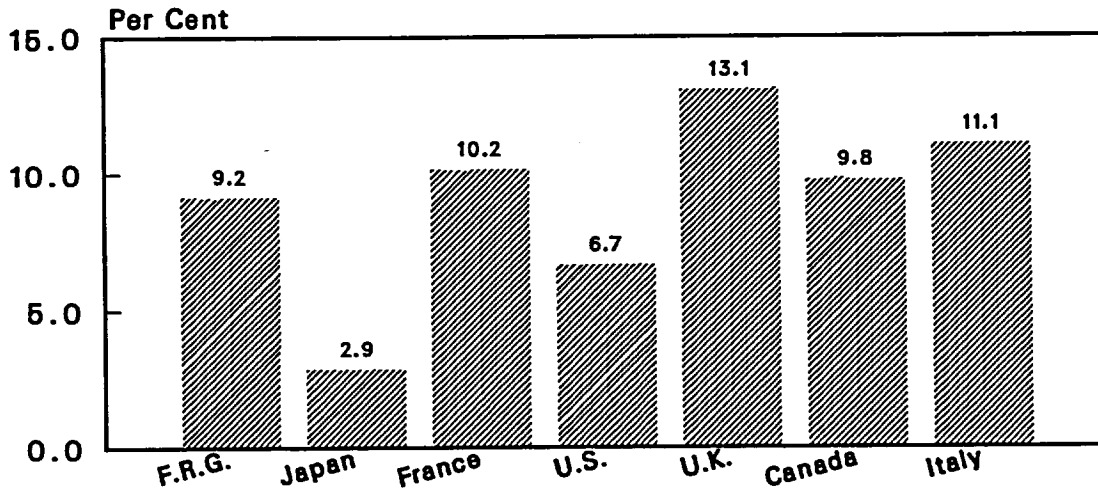
---

**Canadian Dollar on a Trade-Weighted Basis  
(1971=100.0)**



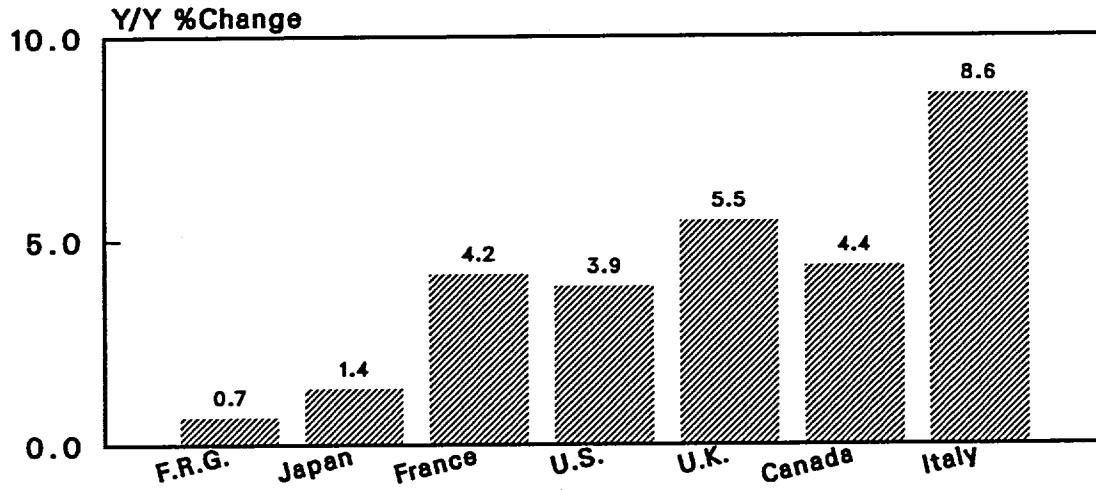
---

**Unemployment Rate  
January 1986**



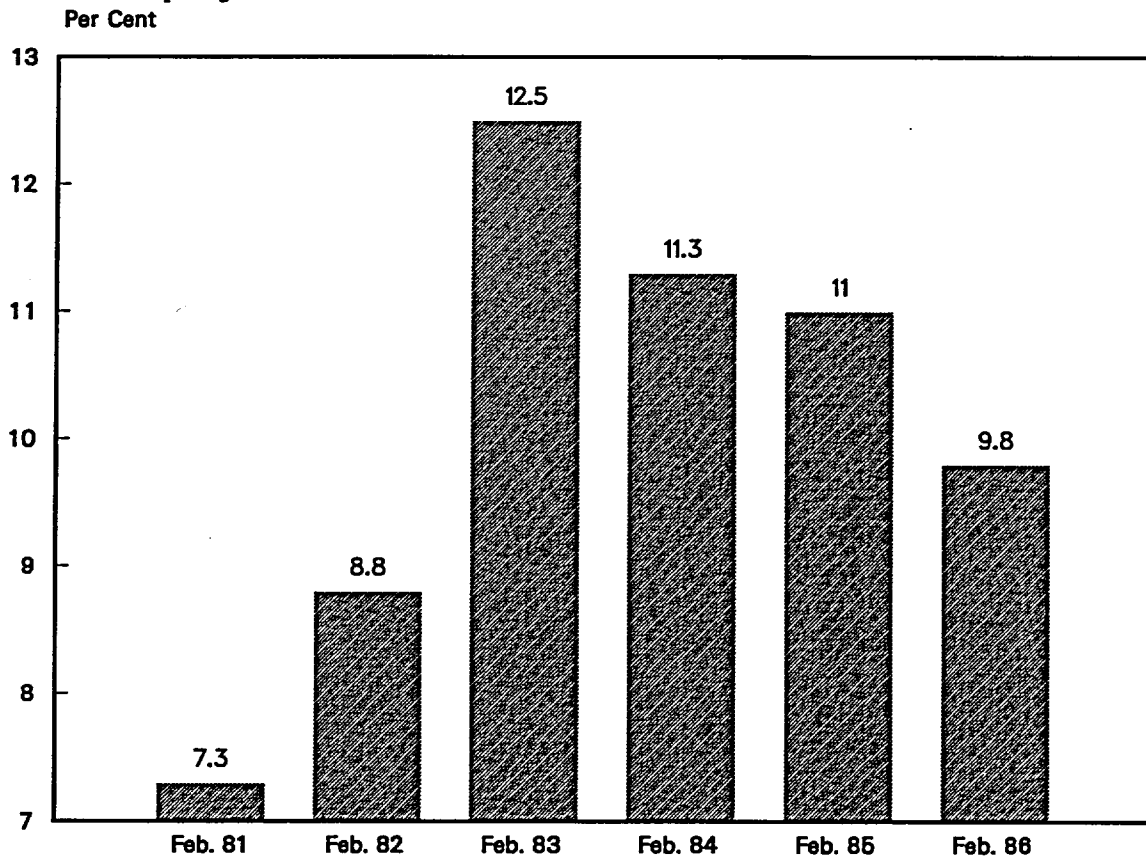
---

### Consumer Price Inflation January 1986

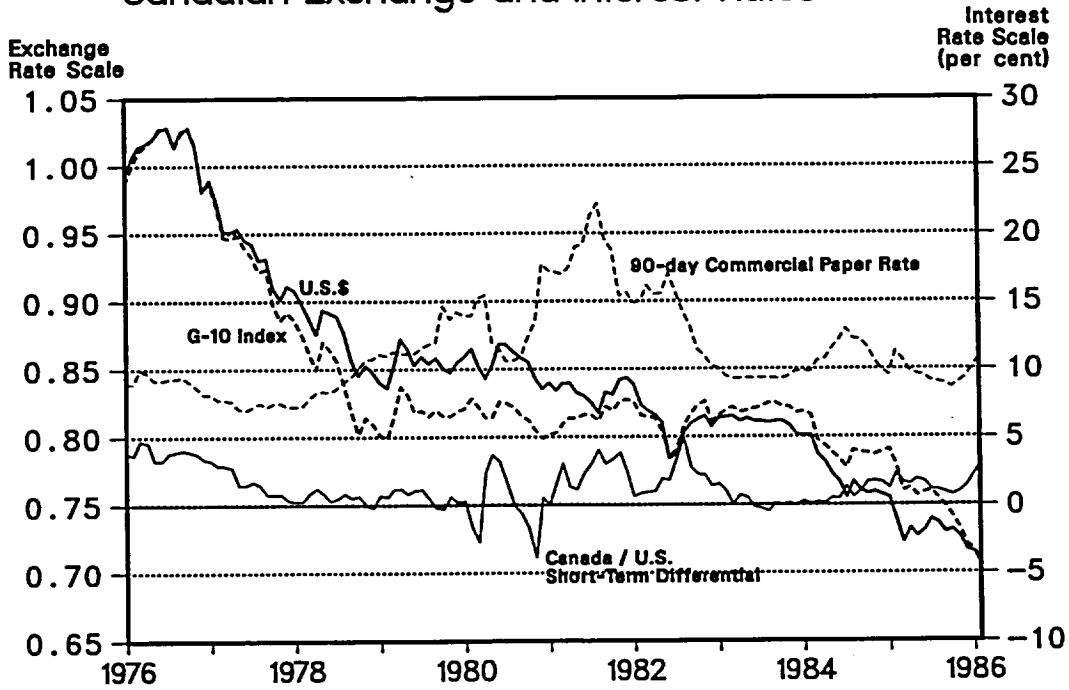


---

### Unemployment Rate for Canada



## Canadian Exchange and Interest Rates



Last Observation: January 28, 1986.

---

# International Economic Organizations & Institutions; Who's Who

## **Organization for Economic Cooperation and Development (OECD)**

The OECD was founded in 1961, and replaced the Organization for European Economic Cooperation (OEEC) which had been set up in 1948 in connection with the Marshall Plan. The OECD, which has its headquarters in Paris, is the forum where representatives of the governments of the industrialized countries share information on their domestic economies and consult on approaches to international and economic issues. It also discusses social policy. The OECD Council, comprising all 24 member states including Canada, meets usually once a year at ministerial level. The latest meeting took place April 17-18, 1986. The Secretary-General is Mr. Jean-Claude Paye (France).

## **World Bank**

The World Bank is a group of three institutions: The IBRD (International Bank for Reconstruction and Development) which was established in 1945; the International Development Association (IDA); and the International Finance Corporation (IFC). The common objective of the three institutions is to help raise standards of living in developing countries by channeling financial resources to those countries from developed countries.

The Board of Governors consists of one Governor appointed by each member nation (typically a country's finance minister or central bank governor) and it normally meets once a year. There are 148 member nations, including Canada. The recently appointed President is Barber Conable, who will replace A.W. Clausen in July. Tradition has it that the President of the IBRD comes from the USA, while the Managing Director of the IMF comes from Europe.

## **International Monetary Fund (IMF)**

The IMF was established in December 1945. Its purpose is to promote international monetary cooperation, to facilitate the expansion and balanced growth of international trade and to promote stability in foreign exchange. The Fund makes financing available to member countries in balance-of-payments difficulties and assists them in improving their economic management. It also oversees the functioning of the international monetary system.

The Interim Committee of the Board of Governors, established in 1974, usually meets twice a year. It comprises 22 members, representing the same countries or groups of countries as those on the Board of Executive Directors. The Development Committee (the Joint Ministerial Committee of the Boards of Governors of the World Bank and the IMF on the Transfer of Real Resources to Developing Countries) was also set up in 1974, with a structure similar to that of the Interim Committee. It reviews development policy issues and financing requirements. There are 148 member nations of the IMF, including Canada. Its Managing Director is Jacques de Larosière from France.

## **General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)**

The GATT is a multilateral trade agreement which came into force in 1948. GATT is the international instrument which lays down trade rules accepted by countries responsible for most of the world's trade. The Secretariat of the GATT has headquarters at the United Nations in Geneva. The basic aim of GATT is to liberalize world trade and under its auspices there have been seven rounds of trade liberalization talks (Multilateral Trade Negotiations). At the end of 1985, the GATT Contracting Parties agreed unanimously to commence a new multilateral trade round, probably after a meeting of Ministers this fall. There are ninety member states, including Canada. The Director-General is Arthur Dunkel (Switzerland).

## **Group of Five (G-5)**

The "Group of Five" or G-5 is an informal grouping of Finance Ministers and Central Bank Governors from the USA, Britain, France, the Federal Republic of Germany and Japan. It has been meeting periodically since the early seventies when it discussed issues related to the functioning of the international monetary system. In recent years, the matters discussed in the Group have expanded to cover a broader range of economic questions.



---

### **Group of Ten (G-10)**

The "Group of Ten" or G-10 is composed of the Finance Ministers and the Central Bank Governors of ten members of the International Monetary Fund (Belgium, Canada, France, the Federal Republic of Germany, Italy, Japan, the Netherlands, Sweden, the United Kingdom and the United States) and an eleventh country, Switzerland. The Group began to meet in 1963 to consider problems fundamental to the international monetary system including global liquidity, increases in Fund quotas and realignment of the values of currencies. Its chairman is Hermann O.C.R. Ruding, the Finance Minister of the Netherlands.

### **Group of twenty-four (G-24)**

The "Group of Twenty-Four" or G-24 was established in 1971 to give the developing countries that are members of the IMF a body parallel to the Group of Ten which is made up of industrialized countries. The Group of 24 serves as the steering committee for a much larger group that includes about 125 developing nations. It represents these countries on international monetary and trade matters. Its members include representatives of eight countries from each of Asia, Africa and Latin America. Its chairman is Tesfaye Dinka, Finance Minister of Ethiopia.

---

# The Bonn Economic Declaration Towards Sustained Growth and Higher Employment

May 4, 1985

Conscious of the responsibility which we bear, together with other Governments, for the future of the world economy and the preservation of natural resources, we, the Heads of State or Government of seven major industrial nations and the President of the Commission of the European Communities, meeting in Bonn from 2 to 4 May 1985, have discussed the economic outlook, problems, and prospects for our countries and the world.

World economic conditions are better than they have been for a considerable time. Since we last met, further progress has been achieved in bringing down inflation and strengthening the basis for growth. The recovery in the industrial countries has begun to spread to the developing world. The debt problems of developing countries, though far from solved, are being flexibly and effectively addressed.

Nevertheless, our countries still face important challenges. Above all, we need:

- to strengthen the ability of our economies to respond to new developments;
- to increase job opportunities;
- to reduce social inequalities;
- to correct persistent economic imbalances;
- to halt protectionism; and
- to improve the stability of the world monetary system.

Our discussions of these challenges have led us to the following conclusions:

The best contribution we can make to a lasting new prosperity in which all nations can share is unremittingly to pursue, individually in our own countries and cooperatively together, policies conducive to sustained growth and higher employment.

The prosperity of developed and developing countries has become increasingly linked. We will continue to work with the developing countries in a spirit of true partnership.

Open multilateral trade is essential to global prosperity and we urge an early and substantial reduction of barriers to trade.

We seek also to make the functioning of the world monetary system more stable and more effective.

Economic progress and the preservation of the natural environment are necessary and mutually supportive goals. Effective environmental protection is a central element in our national and international policies.

## Growth and Employment

In order to sustain non-inflationary growth and higher employment, we have agreed that:

We will consolidate and enhance the progress made in bringing down inflation.

We will follow prudent, and where necessary strengthened monetary and budgetary policies with a view to stable prices, lower interest rates and more productive investment. Each of our countries will exercise firm control over public spending in order to reduce budget deficits, when excessive, and, where necessary, the share of public spending in Gross National Product.

We will work to remove obstacles to growth and encourage initiative and enterprise so as to release the creative energies of our peoples, while maintaining appropriate social policies for those in need.

We will promote greater adaptability and responsiveness in all markets, particularly the labour market.

We will encourage training to improve occupational skills, particularly for the young.

We will exploit to the full the opportunities for prosperity and the creation of permanent jobs, provided by economic change and technological progress.

---

Building on these common principles, each of us has indicated the specific priorities for national policies.

The President of the United States considers it essential to achieve a rapid and appreciable cut in public expenditures and thus a substantial reduction in the budget deficit. He stresses also the need for further deregulation and for a reform of one tax system aimed at encouraging the efficient use of resources and stimulating new saving and investment.

The President of the French Republic stresses the need to continue bringing down inflation, to modernize the means of production and to improve employment, to control public spending and to combat social inequality. In that context he attaches high priority to education, research and investment in high technologies with a view to sustained growth.

The Government of the United Kingdom will continue to work to reduce inflation and to create the conditions for sustained growth. It will continue to keep public spending under strict control and maintain monetary discipline. It will promote the development of small and medium-sized businesses and advanced technological industries, and encourage initiative and enterprise and the creation of new job opportunities.

The Government of the Federal Republic of Germany attaches high priority to strengthening the flexibility and vigour of the economy in order to achieve a lasting improvement in growth and to create new jobs. Small and medium-sized businesses should be especially encouraged as well as high technologies. It will continue to reduce the claims of the public sector on the economy, the budget deficit and the burden of taxation.

The Government of Japan considers it essential to persevere with its policy of budgetary discipline and strengthening market functions,

particularly with a view to fostering investment. It intends to achieve further progress in deregulating financial markets, promoting the international role of the Yen, facilitating access to markets and encouraging growth in imports.

The Italian Government gives priority to the further reduction of inflation and of the public deficit, while sustaining growth and investment. Particular emphasis will be put on incentives to create small and medium-sized industries, especially in the field of high technology, and to promote employment, especially for young people.

The Government of Canada will focus on promoting investment and creating jobs in the private sector, on removing obstacles to sustained non-inflationary growth, on reducing the budget deficit and on restraining government expenditure. It will encourage entrepreneurial activities, with emphasis on the small and medium-sized business sectors.

The Commission of the European Communities attaches high priority to completing a genuine internal market without barriers, which will eliminate rigidities and generate fresh economic growth on a Community-wide scale. A strengthened European Monetary System and closer economic convergence will further serve this end.

By pursuing these policies we will not only address our domestic problems, but at the same time contribute to an enduring growth of the world economy and a more balanced expansion of international trade.

### **Relations with Developing Countries**

Sustained growth in world trade, lower interest rates, open markets and continued financing in amounts and on terms appropriate to each individual case are essential to enable developing countries to achieve sound growth and overcome their economic and financial difficulties. Flows of resources, including official development assistance, should be maintained and, wherever possible, increased, especially to the

---

poorer countries. In particular, more stable long-term finance, such as direct investment from industrial countries, should be encouraged. We welcome longer-term debt restructuring agreements between debtor countries and commercial banks. We continue to stand ready, where appropriate, to negotiate further multi-year reschedulings of debts to governments and government agencies.

We continue to encourage the constructive dialogue with the developing countries in the existing international institutions with a view to promoting their economic development and thereby their social and political stability. We emphasize the crucial role of, and the improved cooperation between, the International Monetary Fund and the World Bank Group in supporting policies by debtor countries necessary to strengthen the confidence of domestic and foreign creditors and investors, to mobilize domestic savings and to ensure efficient use of resources and sound long-term development. We agree to work to ensure that these institutions are equipped with the necessary resource and instruments, and we stand ready to discuss an increase in the resources available to the World Bank which may be necessary in the coming years. We remain concerned over the particular problems facing a number of developing countries that are neither among the poorest nor foremost among the group of major debtors. We agree that consideration should be given to easing the financial constraints of these countries on a case-by-case basis.

We are deeply concerned about the plight of African peoples who are suffering from famine and drought. We welcome the positive response from our citizens and from private organisations, as well as the substantial assistance provided by the governments of many countries and the establishment by the World Bank of the Special Facility for Sub-Sahara Africa. We shall continue to supply emergency food aid. In addition, we shall intensify our cooperation with African countries to help them develop their economic potential and a long-term food strategy, based on their

own agricultural programmes. We are prepared to promote increases in food production by supplying agricultural inputs such as seed, pesticides and fertilizers, within the framework of agricultural development projects. We agree upon the need to improve the existing early warning systems and improve transportation arrangements. Political obstacles in the countries concerned should not be allowed to stand in the way of the delivery of food to the hungry. We emphasize the need to examine the establishment of a research network on dry zone grains. We shall strengthen our cooperation with African countries in fighting against desertification. Continued efforts are needed by all countries in a position to contribute to any or all of this work. We call upon the Soviet Union and other Communist countries to assume their responsibilities in this regard. We have set up an expert group to prepare proposals for follow-up measures to be reported to Foreign Ministers by September 1985.

### **Multilateral Trading System and International Monetary System**

Protectionism does not solve problems; it creates them. Further tangible progress in relaxing and dismantling existing trade restrictions is essential. We need new initiatives for strengthening the open multilateral trading system. We strongly endorse the agreement reached by the OECD Ministerial Council that a new GATT round should begin as soon as possible. Most of us think that this should be in 1986. We agree that it would be useful that a preparatory meeting of senior officials should take place in the GATT before the end of the summer to reach a broad consensus on subject matter and modalities for such negotiations. We also agree that active participation of a significant number of developed and developing countries in such negotiations is essential. We are looking to a balanced package for negotiation.

---

It is also essential to improve the functioning of the international monetary system. We take note that the Finance Ministers of the Group of Ten, at their meeting in Tokyo in June, intend to complete their current work on ways to improve the functioning of the monetary system and to put forward proposals, to be discussed at the next meeting of the Interim Committee of the International Monetary Fund in Seoul in October, with a view to making the international monetary system more stable and more effective.

### **Environmental Policies**

New approaches and strengthened international cooperation are essential to anticipate and prevent damage to the environment, which knows no national frontiers. We shall cooperate in order to solve pressing environmental problems such as acid deposition and air pollution from motor vehicles and all other significant sources. We shall also address other concerns such as climatic change, the protection of the ozone layer and the management of toxic chemicals and hazardous wastes. The protection of soils, fresh water and the sea, in particular of regional seas, must be strengthened.

We shall harness both the mechanisms of governmental vigilance and the disciplines of the market to solve environmental problems. We shall develop and apply the "polluter pays" principle more widely. Science and technology must contribute to reconciling environmental protection and economic growth.

Improved and internationally harmonized techniques of environmental measurement are essential. We invite the environmental experts of the Technology, Growth and Employment Working Group to consult with the appropriate international bodies about the most efficient ways for achieving progress in this field.

### **Cooperation in Science and Technology**

We are convinced that international cooperation in research and technology in major projects should be enhanced to make maximum use of our scientific potential. We recognize that such projects require appropriately shared participation and responsibility as well as adequate rules concerning access to the results achieved, the transfer of technology and the use of technologies involved.

We welcome the positive responses of the Member States of the European Space Agency (ESA), Canada and Japan to the invitation of the President of the United States to cooperate in the United States Manned Space Station Programme on the basis of a genuine partnership and a fair and appropriate exchange of information, experience and technologies. Discussions on intergovernmental cooperation in development and utilization of permanently manned space stations will begin promptly. We also welcome the conclusions of the ESA Council on the need for Europe to maintain and expand its autonomous capability in space activity, and on the long-term European Space Plan and its objectives.

We welcome the report from the Technology, Growth and Employment Working Group on the work done in the eighteen areas of cooperation and invite the Group to complete its review by the end of the year. We welcome the positive contribution which the Ministerial Conference on "Technological Development and Employment" held in Venice has made towards wider acceptance of the role of technological change in promoting growth and employment. We also welcome the results of the Rambouillet Conference on Bioethics and thank the Federal Republic of Germany for its willingness to host a symposium on neurobiology in 1986.

We have agreed to meet again next year and have accepted the Japanese Prime Minister's invitation to meet in Japan.

---

# Political Declaration on the Fortieth Anniversary of the End of the Second World War

May 3, 1985

The Heads of State or Government of Canada, The French Republic, The Federal Republic of Germany, The Republic of Italy, Japan, The United Kingdom and the United States, with the President of the Commission of the European Community, meeting together in Bonn on the eve of the fortieth anniversary of the end of the Second World War, remember in grief all those who lost their lives in that time, whether by acts of war or as victims of inhumanity, repression and tyranny. We acknowledge the duty we owe to their memories, and to aid those who follow after them, to uphold peace, freedom and justice in our countries and in the world.

We have learned the lessons of history. The end of the war marked a new beginning. As the sounds of battle ceased, we tackled the tasks of moral and spiritual renewal and physical reconstruction. Transcending the hostilities which had once divided us we initiated on the basis of common values a process for reconciliation and cooperation amongst us. Today, linked in a peaceful, secure, and lasting friendship, we share in all our countries a commitment to freedom, democratic principles and human rights. We are proud that the governments of our countries owe their legitimacy to the will of our people, expressed in free elections. We are proud that our people are free to say and write what they will, to practise the religious they profess, and to travel where they will. We are committed to assuring the maintenance of societies in which individual initiative and enterprise may flourish and the ideals of social justice, obligations and rights may be pursued.

We recognize that we can secure those aims, and meet both the opportunities and the challenges presented by technological and insutrial change, more effectively in partnershp than on our own. In Europe, the community, the embodiment of reconciliation and common purpose, is growing in membership, strength and prosperity. The nations of the dynamic Pacific region are drawing even closer together. The partnership of North America, Europe and Japan is a guarantee of peace and stability in the world.

Other nations that shared with ours in the agonies of the Second World War are divided from us by fundamental differences of political systems. We deplore the division of Europe. In our commitment to the ideals of peace, freedom and democracy we seek by peaceful means to lower the barriers that have arisen within Europe. We believe that the CSCE process with its promise of enhancing human rights provides an opportunity to increase confidence, cooperation and security in Europe. Considering the climate of peace and friendship which we have achieved among ourselves forty years after the end of the war we look forward to a stage of peace in Europe in which the German people will regain its unity through free self-determination: and in Asia we earnestly hope that a political environment will be created which permits the parties to overcome the division of the Korean peninsula in freedom.

As recognized in the Charter of the United Nations all countries have a joint responsibility to maintain international peace and security and to this end refrain from the threat and the use of force. We for our part share a determination to preserve the peace while protecting our democratic freedoms. To that end, each of us will work to maintain and strengthen a stable military balance at the lowest possible levels of forces, neither seeking superiority for ourselves nor neglecting our defenses. We are prepared to pursue a high-level dialogue to deal with the profound differences dividing East and West. We strongly support endeavours to strengthen the peace and enhance deterrence through the negotiation of meaningful reductions in existing levels of nuclear arms, limitations on conventional arms, the banning of chemical weapons and lessening the risks of conflict. We welcome the opening of negotiations in Geneva. We appreciate the positive proposals of the United States of America. We urge the Soviet Union to act positively and constructively in order to achieve significant agreements there.

---

We shall continue to seek to work with the developing countries, so as to help them to fight hunger and disease, to build free and prosperous societies, and to take their part in the community of nations committed to peace and freedom. We respect genuine non-alignment as an important contribution to international security and peace.

So, as we look back to the terrible suffering of the Second World War and the common experience of 40 years of peace and freedom, we dedicate ourselves and our countries anew to the creation of the world in which all peoples enjoy the blessings of peace, of justice, and of freedom from oppression, want and fear; a world in which individuals are able to fulfil their responsibilities for themselves, to their families and to their communities; a world in which all nations, large and small, combine to work together for a better future for all mankind.

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20024973 1

DOCS

CA1 EA77 86T54 EXF

The Tokyo Economic Summit : May

4-6, 1986. --

43242585



60984 81800